

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

LIBRE

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)

PAR

Henri BENOIST



MONTPELLIER
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

14, Avenue de Toulouse et Rue Dom-Vaissette

—
1909

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE LIBRE

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

LIBRE

THÈSE

pour le Doctorat (Sciences politiques et économiques)

PAR

Henri BENOIST



MONTPELLIER

IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE

14, Avenue de Toulouse et Rue Dom-Vaissette

—
1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Économie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Procédure civile.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel.

GIFFARD, agrégé, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.

MORIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil approfondi.

BRIDREY, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.

NOGARO, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique.

ROCHETTE, secrétaire.

GLAIZE, professeur honoraire.

MEMBRES DU JURY

MM. MOYE, *Président*.

RIST,

NOGARO,

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

LIBRE

PREMIÈRE PARTIE

CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES

Au moment où le principe de la liberté d'enseignement est par certains esprits, d'ailleurs fort distingués, l'objet de nombreuses critiques, au moment où l'État envisage la possibilité de s'arroger, dans un délai très rapproché, le monopole de l'enseignement primaire, il est intéressant d'étudier, en faisant abstraction de toute idée politique, en se basant uniquement sur les faits, le problème de la liberté de l'enseignement.

Il est toujours bon, lorsqu'on veut s'imposer

l'obligation de ne point apporter dans l'étude d'un problème social important d'idées préconçues, de suivre dans l'histoire l'évolution de l'idée que l'on veut creuser, de se demander comment, à quel moment, sous l'influence de quelles circonstances le problème dont on cherche la solution rationnelle, s'est posé, comment les nombreuses générations qui ont précédé la nôtre l'ont résolu; et il est certain qu'après avoir constaté les tâtonnements, les hésitations de ceux qui furent nos devanciers, après avoir essayé d'expliquer pourquoi ils devaient nécessairement arriver à la solution qu'ils adoptèrent, c'est avec une plus grande liberté d'esprit, une plus grande indépendance d'appréciation et aussi avec plus de sûreté dans la critique que nous pouvons, en nous défendant mieux contre les tendances extrêmes de l'opinion, aborder l'étude entreprise.

Et tout d'abord il est prudent, avant même de suivre à travers l'histoire l'évolution du principe de la liberté d'enseignement, d'essayer de la définir avec exactitude.

La liberté d'enseignement s'analyse en deux propositions; elle comprend :

1^o Le droit pour tout citoyen d'instruire ses semblables et de fonder une école primaire, secondaire ou supérieure.

2^o Le droit pour tout citoyen d'aller recevoir

l'instruction dans une école privée de préférence à celle de l'Etat.

Il importe peu d'approfondir les raisons d'être, au point de vue philosophique, de la liberté d'enseignement, de rechercher notamment si le droit d'enseigner n'est point une conséquence de la liberté de penser comme il est inutile d'examiner si le droit pour le père de famille d'envoyer ses enfants à l'école de son choix n'est point pour lui l'affirmation de sa liberté de conscience.

Nous aurons pourtant à nous demander si l'Etat, quelle que soit la légitimité du principe de la liberté d'enseignement, n'a point socialement le devoir d'éviter les abus du droit d'enseigner et si, à ce point de vue, il n'a pas une double mission, celle de réprimer ces abus lorsqu'ils se manifestent, et celle de les prévenir par le droit de surveillance.

L'historique que nous allons tenter ne portera point sur le développement général de l'instruction publique en France, mais plus particulièrement sur l'histoire de la liberté de l'enseignement primaire.

Nous envisageons, en effet, dans quelles limites l'État a, à travers les siècles, reconnu au père de famille le pouvoir de décider de l'éducation de son enfant. Nous montrerons les luttes entreprises pour la conquête de ces droits, nous signalerons, au cours de cet historique, les tentatives

de monopole partiellement réalisées par l'État, nous montrerons, en un mot, combien fut mouvementée, difficile, la conquête du principe de la liberté d'enseigner.

Le service de l'enseignement primaire est à coup sûr un des plus importants, sinon le plus essentiel, dans les États civilisés : c'est de sa conception rationnelle, de sa bonne organisation et de son fonctionnement régulier que dépend la formation de citoyens sages et éclairés.

C'est là une vérité fondamentale qui a été reconnue dans tous les temps, par tous les peuples.

Chez les Grecs et chez les Romains, ainsi que l'ont mis en lumière Guizot, dans son Histoire de la civilisation, de Riancey, dans son Histoire de l'instruction publique, l'enseignement tint une large part dans la préoccupation des pouvoirs publics.

Dans l'ancienne France, il est difficile, en l'absence de textes positifs, de suivre l'histoire de l'enseignement et de déterminer dans quelles mesures la liberté d'enseignement fut proclamée. C'est pourquoi, tout en rendant hommage au passé, tout en reconnaissant qu'un riche patrimoine a été légué par la Royauté à la Révolution, c'est seulement en 1789 que nous commençons l'étude historique de la liberté d'enseignement.

Il est certain que l'État, à la veille de la Révolution, n'avait pas eu l'idée de l'éducation natio-

nale au 1^{er} degré : on peut dire que l'enseignement primaire était libre, sous la réserve à peu près générale de la nécessité pour les maîtres d'avoir l'approbation ecclésiastique. Il est, en effet, curieux de constater que, dans la plupart des communes, l'instruction primaire était surtout donnée par des maîtres librement choisis par des pères de famille : le droit pour les pères de famille de choisir librement les éducateurs de leur enfant est formellement reconnu par les intendants. « Il faut, écrivait en 1780 l'intendant de Bourgogne, que les recteurs d'école dépendent des habitants qui les paient », et ce droit s'exerçait d'une façon curieuse : lorsqu'un village voulait fonder une école, les pères de famille, les biens-tenant, se réunissaient et choisissaient le maître de leurs enfants et passaient ensuite — particularité à signaler — le contrat qui confiait l'école au maître ainsi choisi, pendant une ou plusieurs années. Cette nomination s'exerçait en toute liberté, avec cette seule restriction que le choix des pères de famille ne pouvait porter que sur un candidat muni de l'approbation ecclésiastique. Il est à remarquer que si, au point de vue de la liberté d'enseignement, ce système présentait toute garantie, pour les pères de famille, il en était autrement, en ce qui concerne la capacité de ceux auxquels était confiée l'éducation de leurs enfants.

Les instituteurs, en effet, étaient souvent des

ambulants qui faisaient métier de vendre leur science ; d'autres fois c'étaient des Briennonnais qui, vêtus d'habits grossiers et portant — signe distinctif de leurs fonctions — une plume à leur chapeau, allaient sur les champs de foire « se louer » pour enseigner quelques éléments de calcul et de syntaxe. Quelquefois les communes qui voulaient créer une école et avaient besoin pour la diriger d'un instituteur recouraient aux moyens de publicité d'alors pour s'en procurer. Dans les affiches du Dauphiné du 2 juin 1791, on lit, en effet, la curieuse annonce suivante :

« Demande, le bourg d'Etoile désirerait trouver un bon précepteur en état au moins de bien montrer à lire, écrire et chiffrer et le latin, s'il est possible. On donnerait le logement et des appointements outre le mois que paieront les écoliers. S'adresser au bureau des Affiches à Grenoble où l'on indiquera la personne à laquelle il faut s'adresser. »

Il arrivait que souvent l'Eglise, ayant usé du droit accordé aux évêques, par les déclarations royales de 1606-1695-1698 et 1724, d'instituer des maîtres d'école, avait ouvert dans le village des écoles confiées à des prêtres et qu'ainsi l'initiative des pères de famille n'avait point à s'exercer. Il y avait aussi des écoles fondées par les seigneurs, ainsi que nous l'apprend Renaudon. « Quantité de seigneurs ont fondé dans les campagnes des

écoles publiques. Il est vrai que l'instruction rend quelquefois le paysan raisonneur, mais d'un autre côté les grands biens qui peuvent en résulter doivent encourager les seigneurs à ne pas négliger l'établissement des écoles dans leurs terres. »

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, surtout après l'expulsion des jésuites, la liberté d'enseignement commence à être attaquée. Les parlementaires demandent que l'enseignement public deviennent un enseignement national. « Les enfants de l'Etat, disait Le Chalotais, doivent être élevés par les membres de l'Etat. »

Plus tard, dans les cahiers dressés par les trois ordres de la nation en vue de la réunion des Etats Généraux, la question de l'enseignement tient une grande place. Par tout le royaume on réclame l'établissement d'une éducation nationale.

Sous la Révolution, la liberté d'enseignement eut à subir nombre de vicissitudes.

L'Assemblée constituante, pourtant saisie des cahiers présentés par les trois ordres, n'eut pas le temps d'apporter un progrès dans l'instruction publique. Elle n'a laissé ni une œuvre ni une loi d'enseignement. Elle s'est bornée à placer, au rang des principes fondamentaux qui composent le titre I^{er}, la règle suivante : « Il sera créé et organisé une instruction publique, comme à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties de l'enseignement indispensable pour tous les hommes, et

dont les établissements seront distribués graduellement dans un rapport combiné avec la division du royaume. »

Ce texte est remarquable, notamment parce qu'il formule déjà le principe de la gratuité de l'enseignement primaire, qui cependant n'est devenu une réalité que près d'un siècle plus tard.

La règle établie, il fallait l'appliquer, et, dans la période de troubles que l'on traversait alors, ce n'était pas chose facile ; aussi ne rencontre-t-on que des mesures partielles destinées à approprier aux besoins nouveaux les organes anciens : il faudra attendre jusqu'à l'an X pour obtenir une loi générale sur l'instruction publique.

En attendant, elle maintint provisoirement les corps et les établissements d'instruction qui existaient alors.

Cependant elle avait chargé son comité de constitution de lui faire un rapport sur l'instruction publique. Ce rapport ne fut prêt que dans les derniers jours de son existence ; elle entendit la lecture et en renvoya l'examen à la législature suivante.

Le rapport de Talleyrand est un travail remarquable de logique et de précision. Il offre, comme l'indique Duru, « une succession de théorèmes qui conduisent en ligne droite à la démonstration finale ».

Talleyrand s'attache tout d'abord à prouver

que seule l'instruction peut réaliser, développer les deux idées fondamentales proclamées par la Révolution : L'Égalité et la Liberté.

« La Constitution existerait-elle véritablement si elle n'existait que dans notre Code, si de là elle ne jetait ses racines dans l'âme de tous les citoyens, si elle n'y imprimait à jamais de nouveaux sentiments, de nouvelles mœurs, de nouvelles habitudes ? Et n'est-ce pas à l'action journalière et toujours croissante de l'instruction que ces grands changements sont réservés ? »

Tout proclame l' instante nécessité d'organiser l'instruction.

Talleyrand démontre que l'instruction doit exister pour tous, être *libre* et universelle.

« Si chacun a le droit de recevoir les bienfaits de l'instruction, chacun a réciproquement le devoir de concourir à les répandre ; car c'est du concours et de la rivalité des efforts individuels que naîtra toujours le plus grand bien. La confiance doit seule déterminer les choix pour les fonctions instructives ; mais tous les talents sont appelés de droit à disputer ce prix de l'estime publique. Tout privilège est par sa nature odieux, un privilège en matière d'instruction serait plus odieux et plus absurde encore.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater que le projet de décret contient un article proclamant la liberté de l'enseignement.

« Il sera libre à tout particulier, en se soumettant aux lois générales sur l'enseignement public, de former des établissements d'instruction ; il sera tenu d'en instruire la municipalité et de publier le règlement. »

L'Assemblée législative, comme sa devancière, ne laissa en matière d'enseignement ni une œuvre, ni une loi. Elle nomma un comité spécial de l'instruction publique. Ce comité se mit à l'œuvre le 2 avril 1792 ; il se présentait avec un projet de décret sur l'instruction publique dont Condorcet eut deux lectures ; la troisième fut ordonnée, mais d'ajournement en ajournement elle n'eut pas lieu.

Cependant, au cours de cette période révolutionnaire, intervint au lendemain de la promulgation de la Constitution de 1791 le décret du 26 septembre prescrivant « que tous les corps et établissements d'instruction et d'éducation publiques existant à présent dans le royaume continueront *provisoirement* d'exister sous leur régime actuel et suivant les mêmes lois, statuts et règlements qui les gouvernent. Puis un décret du 23 octobre édicta « que les professeurs des collèges occupés provisoirement par des congrégations ecclésiastiques seront à titre provisoire maintenus dans leurs fonctions. »

Si le projet de Condorcet ressemble fort en principe à celui de Talleyrand, si Condorcet comme

son collègue proclame « que l'instruction nationale est pour la puissance publique un devoir de justice », « qu'il faut donner à tous l'instruction qu'il est possible d'étendre sur tous et ne refuser à aucune partie des citoyens l'instruction plus élevée qu'il est impossible de faire partager à la masse entière des individus », le projet de Condorcet ne fait point administrer l'instruction publique par le pouvoir exécutif et décide au contraire « qu'aucun pouvoir public ne doit avoir l'autorité ni même le crédit d'empêcher le développement des vérités nouvelles, l'enseignement des théories contraires à sa politique particulière et à ses intérêts momentanés ».

La Convention s'occupa très activement de la réglementation de l'instruction publique.

Tout un titre de la Constitution de l'an III lui fut consacré.

En même temps que la Convention proclamait l'obligation pour l'Etat de pourvoir lui-même et de veiller à l'éducation nationale, elle reconnaissait le principe de la liberté d'enseignement en accordant à tous les citoyens isolés ou associés le droit de former des établissements particuliers d'enseignement.

La loi votée par la Convention du 3 brumaire an IV est la réalisation de ces principes : elle crée des écoles établies et salariées par l'Etat; elle est renfermée, comme dit le rapport, dans les limites

naturelles tracées par les droits individuels que la Constitution ordonnait de respecter ; dans chaque canton de la République elle établissait une ou plusieurs écoles primaires dont les arrondissements devaient être déterminés par les administrations départementales. Par ces mêmes administrations devaient être nommés les instituteurs après examens subis devant des jurys d'instruction et présentation par les autorités municipales. Les écoles étaient placées sous la surveillance des administrations municipales.

La loi du 3 brumaire an IV ne proclame pas dans son texte la liberté d'enseignement et cela se conçoit puisqu'une autorité supérieure à la sienne, la Constitution, l'avait déjà consacrée dans les termes suivants : « Les citoyens ont le droit de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction ainsi que des sociétés libres pour concourir au progrès des sciences, des lettres et des arts. »

La dernière œuvre de la Convention en matière d'enseignement avait été la liberté.

Sous le Directoire, le principe de la liberté de l'enseignement fut vivement attaqué. Duplantier et Boileau s'élevèrent contre elle : « La République est en danger. Or, pour la sauver, il faut imposer l'éducation uniforme et commune. Si l'on autorise les particuliers à enseigner, les professeurs républicains tomberont dans la solitude, l'aban-

don et l'avilissement. Leurs chaires seront désertes et leurs doctrines inconnues », et Duplantier proposait au Conseil d'édicter les propositions suivantes :

« 1° Nulle personne autre que les instituteurs nationaux ne pourra enseigner les éléments de la morale ;

» 2° Aucun établissement particulier d'instruction ne pourra recevoir de jeunes citoyens avant l'âge de 12 ans ;

» 3° Tous les jeunes citoyens sont tenus de fréquenter jusqu'à cet âge les écoles primaires de leur arrondissement. »

Bonnaire, après avoir constaté qu'il existait une « nuée d'écoles fanatiques où le royalisme aguisait ses poignards », proposait :

« Puisqu'on ne pouvait détruire les repaires où le fanatisme agitait ses torches, sans toucher aux écoles particulières, d'édicter que tous les enfants sans distinction seront tenus d'assister aux leçons des instituteurs primaires. Par là, s'écriait-il, sans détruire les écoles particulières que la Constitution tolère, vous les rendriez inutiles ou du moins elles ne viendraient qu'en seconde ligne. »

Heurto Lamerville et Boullay apportèrent sur la suppression des écoles particulières la note juste et vraie. Ils défendirent le principe de la liberté d'enseignement, d'abord parce que dans l'antiquité le développement de l'instruction fut

dû à la liberté et ensuite parce qu'il faut respecter les droits de l'autorité paternelle. Ils firent fort justement remarquer « qu'il valait mieux faire des instituteurs particuliers des auxiliaires de l'instruction nationale malgré leur tiédeur pour la République que de les réduire à porter dans l'intérieur des familles le venin d'un cœur ulcéré et le désespoir de l'indigence ».

Les événements du 18 brumaire empêchèrent le Corps législatif de clôturer par un vote cette discussion. La liberté d'enseignement sortit saine et sauve de l'épreuve à laquelle elle avait été soumise.

Le 1^{er} consul, dès son arrivée au pouvoir, comprit l'importance que pouvait jouer dans l'État l'instruction publique. Fourcroy fut chargé de préparer un projet qui devint la loi du 11 floréal an X (30 août 1802). Les écoles primaires devaient être établies par les communes, les instituteurs nommés par les maires et les Conseils municipaux. La loi de 1802 est muette sur les écoles libres ; ce silence les autorise. Ce qui pourtant montre bien que sous le régime de cette loi l'enseignement primaire était libre, ce sont les termes de la circulaire adressée par le conseiller d'État chargé de la direction et de la surveillance de l'instruction publique aux inspecteurs généraux des études : « Quoiqu'il ne soit pas possible de s'occuper des écoles primaires en même temps

que des Lycées, l'existence de ces écoles est trop utile pour qu'il vous soit permis de les oublier. Vous compterez donc parmi vos devoirs les visites de quelques-unes d'entre elles. Vous reconnaîtrez ce qui subsiste des anciennes petites écoles fondées avant la Révolution, vous rechercherez les fondations qui subsistent encore pour cette instruction, vous observerez les modes divers qui sont suivis pour instruire l'enfance dans les différentes contrées, telles que les maîtres ambulants, les citoyens zélés qui s'en font une si honorable préoccupation. Vous recueillerez ainsi des renseignements qui serviront à compléter l'organisation de ces écoles. »

A l'avènement de l'Empire, comme le fait fort justement remarquer le conseiller d'Etat Becquet dans son Répertoire du droit administratif, les établissements d'instruction créés et organisés par la Convention et par le gouvernement consulaire formaient une administration publique; l'Empereur voulut en faire une corporation publique. Ce que voulait l'Empereur, c'était frapper de son empreinte la jeunesse. « Il reconnut que l'instruction publique ne pouvait être, ni livrée à la seule industrie privée, ni gouvernée par une administration ordinaire comme les domaines ou les routes de l'Etat. Il comprit que, pour donner aux hommes chargés de l'enseignement les considérations, la dignité la confiance en eux-mêmes, et

l'esprit de dévouement, pour que ces existences si modestes et si faibles se sentissent satisfaites et fières, il fallait qu'elles fussent groupées et comme liées entre elles de manière à former un corps qui leur prêtât sa force et sa grandeur. »

En un mot, alors que la Révolution avait envisagé l'enseignement public comme un devoir de l'Etat envers les citoyens, Napoléon estima que sa vraie fonction est de servir de support moral au pouvoir dans lequel l'Etat s'incarne et se personnifie. Avant tout il faut que les citoyens soient façonnés par l'instruction publique conformément à la volonté toute puissante du souverain. Napoléon voulait être le maître des cerveaux, il voulait imposer à tous les citoyens une façon de penser commune, c'est pour cela qu'il créa, unifiée et forte, l'Université impériale. La loi du 10 mai 1806 réalisa la grandiose conception de l'Empereur.

L'œuvre législative de 1806 fut complétée, précisée par le décret du 17 mars 1808, décret qui constitue une véritable charte pour l'Université et dont les principes fondamentaux sont encore en vigueur. Il est à remarquer que le titre I du décret organique de 1808 consacre le monopole de l'enseignement public au profit de l'Université. (Aucune école, aucun établissement quelconque d'instruction ne peut être formé hors de l'Université impériale et sans l'autorisation de

son chef.) Et plus loin, cette même pensée est à nouveau affirmée avec autant d'énergie dans les termes suivants : « Les chefs d'institution et les maîtres de pension ne pourront exercer sans avoir reçu du grand-maître de l'Université un brevet portant pouvoir de tenir leur établissement. Ce brevet sera de dix ans et pourra être renouvelé. Ils se conformeront les uns et les autres aux règlements que le grand-maître leur adressera après les avoir fait délibérer et arrêter en conseil de l'Université.

La volonté impériale s'affirmait encore souveraine en imposant à toutes les écoles l'obligation de prendre, comme principe directeur de leur enseignement, « les préceptes de la religion catholique, la fidélité à l'Empereur, à la monarchie impériale dépositaire du bonheur des peuples et à la dynastie napoléonienne conservatrice de l'unité de la France et de toutes les idées libérales proclamées par les Constitutions ; l'obéissance aux statuts du corps enseignant qui ont pour objet l'uniformité de l'enseignement et qui tendent à former pour l'Etat des citoyens attachés à leur religion, à leur prince, à leur patrie et à leur famille ».

La sollicitude de l'Empereur s'était particulièrement attachée à réglementer l'enseignement primaire. Il sera pris, mentionne le décret de 1808, des mesures pour que l'art d'enseigner à lire, à

écrire, et les premières notions de calcul dans les écoles primaires ne soit exercé désormais que par des maîtres assez éclairés pour communiquer facilement et sûrement les premières connaissances nécessaires à tous les hommes.

Ainsi Napoléon avait consacré d'une façon absolue le monopole de l'enseignement primaire.

Ainsi était supprimée toute liberté d'enseignement. Pendant l'Empire, jusqu'au jour de sa chute, personne n'a encore protesté, on était fasciné par le géant dont la volonté créait les institutions comme les royaumes. Ce n'est que lorsqu'il ne sera plus là pour donner la vie à son œuvre, pour en contrôler le fonctionnement, pour lui donner le faste nécessaire à sa consécration définitive, que commencera la lutte contre les monopoles de l'Université.

Le 6 avril 1814, Louis XVIII montait sur le trône de France. Dès le 9 parut dans le *Moniteur* un arrêté daté du 8 qui faisait prévoir l'abolition prochaine de l'Université et la proclamation de la liberté d'enseignement. Le roi déclarait que les formes et la direction de l'éducation des enfants seraient rendus à l'autorité des pères et mères, tuteurs et familles. Cependant le 24 juin 1814 une ordonnance royale maintenait provisoirement l'Université « jusqu'à ce qu'il ait pu être apporté

à l'ordre actuel de l'éducation publique les modifications qui seront jugées utiles.

Et ce provisoire dura longtemps encore, non pas toutefois sans soulever les protestations d'une partie de l'opinion publique. De très nombreux pamphlets, largement répandus dans le public, montraient les vices de l'Université. Au nom de la liberté de la presse et de la liberté de penser qu'avait reconnues la Charte, cette campagne entreprise tout d'abord contre l'Université, œuvre de l'Empire, ne tarda pas à se spécialiser en faveur de la liberté de l'enseignement.

Les esprits et l'opinion publique qui d'abord avaient résisté, éblouis par la majesté de l'œuvre impériale, par la beauté de l'idée qui avait présidé à sa création, admirent bientôt la liberté de l'enseignement. A la fin du règne de Charles X, le nombre des partisans du monopole universitaire a sensiblement diminué.

La liberté d'enseignement avait fait sous la Restauration un progrès si considérable que des ministres comme M. Vatismenil en avaient reconnu le bien-fondé, et le *Moniteur* reconnaissait que la liberté d'enseignement était une chose désirable en soi, et que, si actuellement il n'était pas possible de la proclamer, c'était seulement « parce que l'on n'a pas un bon esprit public, parce que l'instruction ne saurait grandir au milieu des passions déchaînées ».

Cette conquête de l'opinion était due à l'alliance des ultra-catholiques et des libéraux. Les premiers, et parmi eux Lamennais, estimaient que la liberté de l'enseignement devait être proclamée parce qu'elle était le complément nécessaire de la liberté religieuse et de la liberté de conscience : « Une immense liberté est indispensable pour que les idées qui sauveront le monde, s'il doit être sauvé, se développent comme elles le doivent. » Les libéraux, eux, exposent dans leurs doctrines qu'ils sont arrivés à la liberté d'enseignement par la seule logique du raisonnement et aussi par désir de détruire le prestige de l'Université, vestige du despotisme impérial ; on peut aussi donner une autre raison de leur attitude en indiquant qu'ils craignaient que l'Université ne prit un caractère ecclésiastique sous la direction d'évêques comme M. d'Hermopolis et M. de Beauvais.

On peut donc affirmer que, pendant cette période de notre histoire, l'idée de la liberté de l'enseignement s'est répandue dans le peuple et y a été favorablement accueillie. Le moment approchait où elle allait être proclamée.

La Charte de 1830 promet, dans son article 69, qu'il serait pourvu par des lois séparées à l'instruction publique et à la liberté de l'enseignement.

La première réalisation de cette promesse fut lal oi du 28 juin 1830 sur l'instruction primaire,

réalisation partielle puisqu'il fallut attendre jusqu'à 1850 une loi qui réglementât l'enseignement secondaire en même temps qu'elle reprit et compléta l'œuvre du législateur de 1833.

Dans l'exposé des motifs à la Chambre des pairs, le ministre de l'Instruction publique a déterminé de la façon suivante les caractères de la loi de 1833 : « Définir l'instruction primaire, a-t-il dit, de telle sorte qu'elle puisse en même temps être donnée partout, et s'étendre, s'élever à mesure que s'étendent, que s'élèvent les besoins de la population ; lui amener la liberté promise par la Charte, sous la seule condition des garanties de moralité et de capacité exigées des professions les plus libres ; fonder, en acceptant la concurrence des écoles privées, un vaste ensemble d'écoles publiques, qui mettent l'instruction populaire à l'abri des lacunes et des chances de l'industrie particulière ; former de bons maîtres, condition absolue des bonnes écoles ; régler, enfin, le mode d'administration et de surveillance des écoles en attribuant aux pouvoirs locaux et généraux la part d'influence et d'action qui leur convient, tels sont les principes, tel est le système du projet de loi. »

L'esprit de la loi de 1833 se trouve indiqué dans ses premiers articles. Au terme de l'article premier l'instruction primaire est élémentaire et supérieure. L'instruction primaire élémentaire com-

prend nécessairement l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de langue française et du calcul, le système légal des poids et mesures.

L'instruction primaire supérieure comprend nécessairement, en outre, les éléments de la géométrie et ses applications, spécialement le dessin linéaire et l'arpentage, des notions des sciences physiques et de l'histoire naturelle applicables aux usages de la vie, le chant, les éléments de l'histoire et de la géographie, et surtout de l'histoire et de la géographie de la France. Selon les besoins et les ressources des localités, l'instruction primaire pourra recevoir les développements qui seront jugés convenables. Le vœu des pères de famille sera toujours consulté et suivi, en ce qui concerne la participation de leurs enfants à l'instruction religieuse.

L'instruction primaire est ou privée ou publique (art. 3).

La Charte de 1830 avait promis la liberté de l'enseignement, la loi de 1833 réalisait cette promesse dans l'enseignement en distinguant, ainsi que nous venons de le voir, deux espèces d'écoles, les écoles privées et les écoles publiques. Désormais, tout citoyen âgé de 18 ans pourra fonder, entretenir, diriger tout établissement d'enseignement primaire sans autre condition qu'un certificat de bonne vie et mœurs et un brevet de capacité

obtenu après examen. L'autorisation préalable disparaissant, il parut que la liberté d'enseignement était réalisée malgré l'exigence d'un brevet de capacité : « L'enseignement n'étant pas seulement une industrie, mais une profession délicate entre toutes et pour laquelle il n'est pas moins légitime d'exiger des garanties que pour celle de de médecin ou d'avocat. » L'État avait pourtant le devoir d'exercer une surveillance rigoureuse sur les écoles privées. La loi de 1833 organisa cette surveillance de façon à ne pas porter atteinte à la liberté d'enseignement. On y voit, en effet, affirmer le principe que la surveillance de l'État ne porterait point sur les méthodes d'enseignement; il y est également indiqué que nul maître d'école privée ne pourra être privé de sa fonction si ce n'est après un procès spécial solutionné par une sentence du Tribunal civil.

Les fonctions des comités de surveillance établis dans chaque commune étaient d'inspecter les écoles publiques et privées, de veiller à leur salubrité, de s'assurer qu'il est pourvu à l'instruction des enfants pauvres et enfin de provoquer les réformes et les améliorations nécessaires.

Si nous avons insisté tout particulièrement sur la loi de 1833, c'est parce que c'est la première qui ait aménagé d'une façon vraiment organique l'instruction populaire. Quatre ans plus tard une ordonnance du 22 décembre 1837 y ajouta un

complément important en organisant les salles d'asile ou écoles du premier âge qu'on indiquait comme devant être « des établissements charitables où les enfants des deux sexes pouvaient être admis jusqu'à l'âge de 6 ans accomplis pour recevoir les soins de surveillance maternelle et de première éducation que leur âge réclame ».

Puisque dans cet ouvrage nous nous sommes proposé seulement l'étude de l'enseignement primaire, nous ne rechercherons point — quelque intérêt que présente la question — dans quelles mesures la liberté de l'enseignement fut, à cette époque, réalisée dans l'ordre de l'enseignement secondaire. Signalons toutefois que de nombreux projets — écho de la longue et vive agitation que cette question avait provoqué — furent soumis au pouvoir législatif. Mais aucun d'eux n'aboutit devant les Chambres ; la liberté de l'enseignement secondaire se trouva de ce fait ajournée, elle trouva sa place dans la loi de 1850. Quant à la liberté de l'enseignement supérieur, elle ne fut proclamée qu'en 1875.

Survint la Révolution de 1848. L'article 9 de la Constitution rappela en ces termes les principes antérieurs : « L'enseignement est libre ; la liberté d'enseignement s'exerce selon les conditions de capacité et de moralité déterminées par les lois, et sous la surveillance de l'État. Cette surveillance

s'étend à tous les établissements d'éducation et d'enseignement sans aucune exception. »

C'est à propos du texte constitutionnel que Montalembert monta à la tribune de l'Assemblée républicaine. Il voulait faire reconnaître par la Constitution elle-même que le droit d'enseigner était un droit naturel. Jules Simon lui répondit, et, tout en demandant la liberté de l'enseignement, contesta la doctrine de Montalembert : « Le droit naturel d'enseigner, disait-il, doit exister pour celui qui veut enseigner sa doctrine ; mais ce que vous appelez le droit naturel d'enseigner, c'est le droit naturel d'être professeur. Ce droit-là, je vous le nie. » Puis intervint M. Dupin au nom de la commission de Constitution qui promit de consacrer le principe de la liberté sous la réserve du droit de surveillance de l'État.

Montalembert retira son amendement.

Avec la Charte de 1830, on avait promis la reconnaissance de la liberté de l'enseignement; avec la Constitution républicaine de 1848, on en proclamait l'existence. C'est cette disposition fondamentale de la Constitution qu'il s'agissait d'exécuter en créant ces institutions qui devaient en réaliser l'application. Mais dans l'accomplissement de cette œuvre difficile, comme le fait remarquer M. Beugnant, deux opinions, deux puissances en lutte depuis des siècles, se trouvaient en présence au sein de l'Assemblée législative : d'une part, l'esprit

philosophique et le progrès des temps modernes prenant pour guide la raison pure et admettant en toute chose le libre examen; de l'autre, l'esprit dogmatique ou religieux, l'esprit de l'Eglise, ou plutôt l'esprit clérical, avec toutes ses traditions des temps passés, prétendant, en matière d'enseignement, un droit primordial et prédominant.

A laquelle de ces puissances devait profiter la liberté de l'enseignement proclamée par la Constitution? Quelle part de direction ou de surveillance devait y être réservée à l'État? Quel rôle y devait conserver l'enseignement laïque, et particulièrement l'Université? Telles étaient les questions à résoudre et sur lesquelles s'est engagé pendant plusieurs mois un débat des plus passionnés qui, sous plus d'un rapport, a rappelé les ardentes controverses des derniers siècles entre la puissance spirituelle et la puissance temporelle. Ces questions, la loi les a résolues en faveur de l'Eglise et du parti clérical seul en mesure, par sa puissante organisation, de recueillir les bénéfices de la liberté entière, absolue, qu'il réclamait depuis longtemps; et, chose étrange, inattendue, c'est sous le régime républicain que l'Eglise a reconquis dans l'enseignement et dans la formation des établissements religieux de toute espèce une liberté et une indépendance que ne lui avaient jamais concédées le régime

monarchique. L'auteur principal de ce traité secret entre l'Église et l'État fut M. de Falloux.

Tout d'abord, la loi de 1850 biffe le nom d'Université, et avec le nom disparaissent les dernières franchises du corps enseignant. Cette loi a, dans ses articles 25 et 60, posé le principe de la liberté des enseignements primaire et secondaire, sauf la réunion de certaines conditions générales de moralité et de capacité. L'enseignement primaire — disait l'exposé des motifs de la loi — est dans tous les pays un des intérêts les plus considérables auquel le législateur ait à pourvoir ; nulle part on n'en peut méconnaître l'importance, mais dans un pays de suffrage universel on peut le regarder comme le pronostic de l'avenir de la nation.

La loi de 1833 avait exigé, pour tenir une école libre, le brevet de capacité ; la loi de 1850, tout en l'exigeant en principe, admet, avec lui, des équivalences, par exemple le titre de ministre d'un culte reconnu par l'État. La lettre d'obédience tient lieu de titre de capacité pour les institutrices congréganistes,

Les comités locaux et les comités d'arrondissements sont supprimés et remplacés par des délégués cantonaux désignés par les Conseils académiques. Mais au-dessus d'eux, dans chaque commune, on prépose à la surveillance et à la direction morale de l'enseignement primaire : le maire, le curé, le pasteur et le délégué du culte

israélite, selon la confession de l'école. L'entrée de l'école leur est toujours ouverte.

Mais la partie entièrement nouvelle de la loi de 1850 concernait l'enseignement secondaire. L'enseignement secondaire libre était la raison d'être de la loi. Aussi ne pousserons-nous pas plus loin l'analyse de son texte.

Les premières années du second Empire furent pour l'instruction publique une période difficile.

Le coup d'Etat du 2 décembre n'avait pas créé l'Empire, mais il le faisait pressentir. C'était bien encore un président de la République qui était chef du pouvoir exécutif, mais un président dictateur. Il était naturel qu'il cherchât à ressaisir la direction de l'Université qu'il trouvait démantelée, gouvernée par un conseil électif et partageant son droit d'enseignement avec l'Eglise.

Les législateurs de 1850 avaient couronné leur œuvre en donnant le gouvernement de l'instruction publique et privée à un conseil composé des éléments représentant les diverses forces sociales: Episcopat, Magistrature, Conseil d'Etat, Institut et Corps enseignant.

Pour que ce conseil eût autorité et indépendance tous ses membres sauf les universitaires étaient élus et avaient un mandat de six années consécutives. Pour qu'il pût exercer une action continue le Conseil renfermait une section perma-

nente que le ministre devait consulter dans des cas déterminés.

Le décret de 1852 supprime l'élection comme mode de recrutement des membres du Conseil suprême. C'est le président de la République qui dorénavant les nomme et les révoque. Plus de section permanente, et, d'autre part, le président s'arroge le pouvoir disciplinaire sur les membres de l'enseignement public. Par ces deux dispositions le décret retire ses plus solides garanties à la liberté d'enseignement et enlève à l'Université avec l'inamovibilité des professeurs la règle tutélaire qui préservait son indépendance. « Une décision ministérielle, renouvelée chaque année et toujours révocable, désigne tous les conseillers ; dès lors plus de véritable indépendance dans le Conseil, plus de contrôle appliqué ou de résistance opposée par lui aux résolutions ministérielles. Le Conseil ne représente plus l'esprit général de la société, mais la volonté particulière d'un ministre qui l'a choisi pour être l'écho de sa voix et l'exécuteur de ses ordres (de Broglie, rapport du 27 juin 1871).

La loi du 14 mai 1854 témoigne aussi du désir de l'Empereur de diminuer la prise de l'Eglise sur les choses de l'Etat et d'atténuer son influence dans les affaires de l'instruction publique. On reconstitue les grandes Académies, on proclame que dans chacune d'elles l'Eglise n'occupera plus une place

prépondérante. On prit pourtant le soin de déclarer de la façon la plus expresse que la présente loi n'entendait aucunement porter atteinte « à ces droits consacrés qu'il est d'usage de désigner par l'expression collective de liberté de l'enseignement ».

Dans cette période de notre histoire il nous faut signaler l'influence très heureuse qu'eut sur le développement et la réglementation de l'enseignement primaire le ministre de l'instruction publique, V. Duruy.

Dans l'enseignement primaire, Duruy voulait l'obligation et la gratuité : l'obligation comme conséquence du suffrage universel, la gratuité comme corollaire de l'obligation. « Un gouvernement autocratique peut ne s'occuper que des hautes classes de la société. Avec le suffrage universel il faut penser à tous. Cette participation de millions d'hommes aux affaires du pays a pour corollaire indispensable l'instruction primaire obligatoire, et cet enseignement étant pour la société un devoir et un profit, il doit être payé par la communauté toute entière. » En même temps il estimait qu'il ne fallait pas laisser l'enseignement des filles aux mains des congrégations religieuses et que l'Etat avait le devoir et l'intérêt de créer des écoles publiques de filles.

La loi du 10 avril 1867 réalisa en partie ces réformes. Cette loi — disait l'exposé des motifs —

est destinée à servir une cause qui a nos sympathies les plus profondes et les plus entières. Elle est pleine de bienfaits. Elle sera une source féconde d'améliorations de toute espèce. Elle organise l'enseignement des filles; elle crée un grand nombre d'écoles nouvelles de filles, elle améliore les écoles de filles existantes par la garantie donnée aux institutrices d'un traitement minimum et des autres avantages assurés depuis longtemps aux instituteurs. Elle diminue le nombre des écoles mixtes et atténue les inconvénients de ces écoles par l'organisation des travaux à l'aiguille. Elle favorise la séparation des sexes, en établissant une sanction pénale contre l'ouverture d'écoles mixtes libres.

Elle organise régulièrement le service des maîtres-adjoints et des maîtresses-adjointes. Elle crée par l'institution d'écoles de hameau des moyens d'enseignement pour les populations éloignées et place le maître à la portée de tous les enfants. Elle provoque l'établissement de la gratuité en autorisant les départements et l'Etat à accorder des subventions aux communes qui, dans le but d'établir la gratuité absolue, se sont imposé des sacrifices déterminés. Elle affranchit de toute limitation regrettable le nombre des enfants admis gratuitement dans l'école payante en vertu de l'article 24 de la loi du 15 mars 1830. Elle institue la caisse des écoles. Elle affecte un troisième

centime spécial départemental au service général de l'instruction primaire. Elle confère au conseil départemental le droit de fixer, pour chaque commune, le nombre des écoles publiques de garçons et de filles que cette commune sera obligée d'entretenir. Elle établit des garanties pour la fixation du taux de la rétribution scolaire. Elle régularise l'usage qui autorisait les conseils municipaux à rémunérer l'instruction au moyen d'un traitement fixe. Elle garantit les écoliers contre les inconvénients de la confusion des âges, en interdisant aux enfants de moins de six ans l'accès de l'école primaire, lorsqu'il y a une salle d'asile dans la commune. Elle étend, dans une certaine mesure, les avantages et les charges du régime légal des écoles publiques communes, à certaines écoles libres qui présentent un caractère quasi public, en les soumettant à l'inspection et en dispensant du service militaire les instituteurs laïques et congréganistes qui rendent dans ces écoles des services analogues à ceux des instituteurs publics.

Les premiers temps qui suivirent la crise de 1870 n'offrent à l'examen que des décrets nombreux à la vérité, mais ne réglant que des points de détail dont nous ne parlerons pas.

Nous devons pourtant parler des projets sur l'enseignement primaire gratuit et obligatoire. Il semble, à première analyse, que l'étude de ces projets dépasse les limites du sujet que nous nous

somme imposé ; il est cependant pour nous intéressant de les signaler parce que l'organisation de l'instruction a toujours eu sur la liberté de l'enseignement une influence directe.

Comment ne pas s'apercevoir, en effet, du contre-coup que cette organisation va exercer sur la liberté de l'enseignement ? Dans quelles conditions celle-ci peut-elle exister dans l'acception large du mot si la concurrence entre les établissements publics et les établissements privés existe d'une façon complète et si aucun privilège ne favorise les uns ou les autres.

On comprend dès lors quelle influence la gratuité de l'enseignement peut avoir sur la liberté. Elle ne la détruit pas, mais elle change ses conditions d'existence et elle rend illusoire le droit que possède tout citoyen d'enseigner ce qu'il sait moyennant une rétribution convenable. Néanmoins on ne saurait contester que dans une démocratie l'instruction gratuite et obligatoire ne soit absolument de rigueur ; il importe, en effet, que tous les enfants reçoivent une instruction primaire complète et que les pauvres puissent fréquenter l'école au même titre que les enfants des familles aisées.

La loi du 28 juin 1833 est la première qui ait fait mention de la gratuité : « Sont admis gratuitement, disait l'article 14, dans l'école communale élémentaire ceux des élèves de la commune ou

des communes réunies que les conseillers municipaux auront désignés comme ne pouvant payer aucune rétribution. »

La loi de 1850 parle de la gratuité en termes plus précis encore : « L'enseignement primaire est donné gratuitement à tous les enfants dont les familles sont hors d'état de le payer » (article 24), et comme l'article 36 permettait la création par les communes d'écoles gratuites, un grand nombre de municipalités avaient fait cette généreuse dépense.

Le principe de la gratuité absolue ne fut pas non plus votée en 1867.

Le 5 août 1871, une première proposition était faite en ce sens qui fut déposée par M. Henry de Lacretelle : « A partir du 1^{er} novembre 1871, l'instruction primaire sera gratuite et obligatoire dans toutes les écoles de la République. » Une autre proposition émanant de MM. Vacherot, Ferry et autres, fut déposée le 29 août 1871 et tendait au même but.

Sous la troisième République, l'histoire de l'enseignement primaire nous montrera les efforts du parti républicain pour réaliser son programme d'action que l'on peut condenser dans cette formule :

GRATUITÉ — OBLIGATION — LAÏCITÉ.

Les lois les plus importantes de cette période,

celles qui fixent les bases actuelles de l'enseignement primaire en France, sont les lois du 16 juin 1881, du 28 mars 1882 et du 30 octobre 1886.

Elles ont été — les deux premières — présentées et soutenues par M. Jules Ferry, la dernière par M. René Goblet.

L'article 1^{er} de la loi du 16 juin 1881 réalisa le premier terme de ce programme en posant le principe de la gratuité absolue de l'enseignement primaire dans les écoles publiques, et dans les salles d'asile publiques. Le prix de pension dans les écoles normales est supprimé.

La nécessité de l'enseignement primaire gratuit apparaît, à l'époque actuelle, à tout esprit non prévenu, comme ne pouvant pas être contestée. Le projet qui est devenu la loi de 1881 rencontra cependant de nombreux adversaires qui faisaient observer que ce système relâchait les liens de famille, d'une part, en affranchissant les parents de l'obligation qui leur incombe de payer les frais de l'instruction de leurs enfants et, d'autre part, en affaiblissant le sentiment de reconnaissance que font naître dans le cœur des enfants les sacrifices supportés par leurs parents.

Cependant facilement triompha la conception déjà formulée par la Révolution que l'enseignement primaire étant l'ensemble des connaissances indispensables à tout citoyen, il doit être payé sur la bourse commune.

Le 16 juin 1881 était également promulguée une loi relative aux titres de capacité. La loi de 1850 avait admis, ainsi que nous l'avons d'ailleurs indiqué, des équivalences avec le brevet de capacité ; elle décidait notamment que le titre de ministre d'un culte reconnu par l'Etat, et dans les congrégations de femmes la lettre d'obédience, tiendraient lieu de brevet ; la loi de 1881 décréta l'abolition de toutes les équivalences et proclama le principe que désormais, dans l'enseignement privé aussi bien que dans l'enseignement public, il faudrait pour les fonctions d'instituteur titulaire ou adjoint dans les écoles élémentaires le brevet de capacité, dans les écoles maternelles le certificat d'aptitude spéciale à la direction de ces établissements.

La loi du 16 juin 1881, qui établissait la gratuité de l'enseignement, eut pour complément la loi du 28 mars 1882, qui établit l'enseignement primaire obligatoire et laïque. Il n'est peut-être pas de loi qui ait plus vivement surexcité les passions politiques et qui ait été attaquée et défendue avec plus d'acharnement. Ce n'est pas ici le lieu de retracer les discussions qu'elle a soulevées tant au sein des Chambres que dans la Presse ; on lui a surtout reproché d'être attentatoire à la liberté individuelle comme à la liberté de conscience qu'elle prétendait cependant respecter l'une et l'autre ; le reproche a pu paraître fondé : il y a

incontestablement, dans la règle de l'obligation scolaire, une atteinte à la liberté individuelle qui peut se défendre, dans une certaine mesure, par des considérations d'ordre supérieur, mais qui n'en est pas moins une contrainte, une restriction apportée à la liberté d'action de l'individu.

Quant à la laïcité, on a fait observer au cours des travaux préparatoires « que, l'obligation conduisant pour la plupart des communes à la scolarité obligatoire, on blesse la liberté de conscience des pères de famille catholiques, ou plus généralement religieux, en les contraignant d'envoyer leurs enfants dans des écoles qui, du moment que tout enseignement religieux sera proscrit, deviendront nécessairement des écoles d'irréligion » (Discours de M. de la Barretière).

Cependant le double principe de la laïcité et de l'obligation fut voté par les Chambres après de longues discussions et des travaux préparatoires très complexes. La neutralité religieuse de l'école publique était désormais assurée. Mais ce qui est obligatoire, c'est l'enseignement non l'école, le père de famille peut instruire ou faire instruire son enfant chez lui comme il peut envoyer son enfant à l'école, il a le droit de choisir entre l'école privée et l'école publique.

Parmi les lois scolaires de la troisième République, une loi également fort importante fut la loi du 30 octobre 1886 qui codifie l'organisation

de l'enseignement primaire et en fait un véritable service d'État. Elle a été considérée par des auteurs comme le couronnement de ce qu'ils appelaient « l'œuvre scolaire de la République.

Le titre IV de cette loi est consacré à l'enseignement privé et indique les conditions d'ouverture et de fonctionnement des écoles primaires privées. La loi du 30 octobre 1886 intéresse encore notre sujet par son titre IV qui traite des conseils de l'enseignement privé et par le chapitre II de son titre 1^{er} qui indique dans quelles conditions l'État exercera désormais par le corps de l'inspection son droit de surveillance sur les écoles libres.

Les lois de 1882 et de 1886 constituant la législation actuellement en vigueur en matière d'enseignement primaire, nous n'insisterons pas davantage sur le détail de leurs dispositions respectives puisque leur étude va tout naturellement trouver sa place dans la seconde partie de notre modeste ouvrage.

Nous ne pouvons pas clore cet historique sans signaler deux dispositions législatives récentes intéressant la liberté de l'enseignement en même temps que le droit d'association. Nous voulons parler de l'article 14 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ainsi conçu : « Nul n'est admis à diriger soit directement soit par des personnes interposées un établissement d'enseignement de quelque ordre qu'il soit, ni à y donner l'enseignement, s'il appartient

à une congrégation religieuse ou non autorisée » et de la loi du 7 juillet 1904 qui « interdit aux congrégations l'enseignement de tout ordre et de toute nature (1) ».

(1) L'Assemblée nationale avait, en matière de liberté d'enseignement, établi par la loi de 1875 le jury mixte, et par la loi de 1873 donné aux forces sociales du pays une représentation au sein du conseil supérieur de l'Instruction publique.

Le 15 mars 1879, M. Jules Ferry, ministre de l'Instruction publique, déposait sur le bureau de la Chambre deux projets : l'un avait pour objet la réorganisation du Conseil supérieur de l'Instruction publique et des conseils académiques ; l'autre était, d'après le titre tout au moins, relatif à la liberté de l'enseignement supérieur. Il avait deux objectifs essentiels : 1° rendre à l'Etat le droit exclusif de conférer les grades universitaires ; 2° interdire l'enseignement public aux congrégations autorisées.

« J'affirme hautement, disait Jules Ferry en développant les raisons qui l'avaient conduit à proposer l'article 7 visant les congrégations religieuses non autorisées, que la liberté des pères de famille est intacte. Le père de famille reste le maître de choisir pour élever ses enfants un précepteur, quel qu'il soit, où qu'il veuille, même dans les congrégations prohibées ; cette liberté-là est sacrée, primordiale, absolue, mais si la liberté du père de famille est entière dans la famille, ce n'est point une liberté transmissible, et dès que le père la délègue, l'Etat a le droit et le devoir d'intervenir..... On dit que nos projets sont une atteinte à la liberté de conscience et une menace contre la religion catholique ; je déclare que jamais calomnie plus

L'importante loi du 7 juillet 1904, que nous étudierons par la suite en détail, n'est pas le fruit d'une politique improvisée comme on serait tenté de le croire en voyant la rapidité avec laquelle elle a été proposée, votée et promulguée : « Présentée à la Chambre le 19 décembre 1903, elle était adoptée par cette Assemblée, le 25 mars sui-

grossière n'a été inventée pour égarer les âmes simples et pieuses. Mais est-ce que ces lois ne respectent pas l'enseignement des congrégations autorisées qui se livrent à l'enseignement. Est-ce que le clergé séculier, le vrai clergé français, ne demeure pas libre d'enseigner? Est-ce que l'enseignement de l'Etat est irrégulier? Non. Tout cela est respecté. Ce que nous visons, ce sont uniquement les congrégations non autorisées, et parmi elles, je le déclare bien haut, une congrégation qui non seulement n'est pas autorisée, mais qui est prohibée par toute notre histoire, la Compagnie de Jésus. Oui ! c'est à elle que nous voulons arracher l'âme de la jeunesse française. »

Et plus loin : « Nous revendiquons et nous revendiquons jusqu'au bout, dit-il, les droits méconnus de l'Etat en matière d'enseignement. Ce droit de prééminence et de suprématie que nos pères — je ne dis pas nos pères d'il y a cent ans mais seulement nos pères de la génération de 1830 — que nos pères appelaient excellemment le pouvoir de l'Etat dans l'éducation, ce droit nous voulons le maintenir ; nous ne voulons pas le monopole ainsi qu'on le dit faussement, mais le contrôle. Nous ne voulons pas l'assouvissement, ainsi qu'on l'a dit calomnieusement, mais des garanties, et nous sommes sûrs du succès final, car on

vant, transmise immédiatement au Sénat, votée dès le 29 juin, promulguée le 7 juillet et publiée le lendemain même à l'*Officiel*. Elle est au contraire le fruit d'un long effort.

La première proposition de suppression de l'enseignement congréganiste est ancienne : elle avait été formulée le 7 juillet 1879 par Madier de Montjau comme amendement au fameux article 7 du projet de Jules Ferry.

L'auteur de l'amendement demandait l'interdiction de l'enseignement, non seulement pour les membres des congrégations, mais encore pour ceux du clergé séculier, dépassant dès lors ce que les auteurs de la loi nouvelle ont cru possible, quant à présent, bien qu'ils fissent partie de groupes qui disposent d'une majorité considérable dans le Parlement. Reprise en 1898 par M. Levraud la proposition de Madier de Montjau fut écartée sur un rapport de M. Aynard. Mais l'accueil fait depuis par les deux Chambres, aux demandes d'autorisation formulées par les congrégations, per-

réussit toujours en France quand on s'appuie, d'une part sur la tradition nationale la plus constante, de l'autre sur les vœux et les aspirations les plus authentiques de l'esprit moderne. »

Ces projets devaient aboutir, après certaines modifications, le premier à la loi du 27 février 1860, le second à la loi du 18 mars 1880.

mettait de prévoir que le temps était venu où les partis qui présentaient le monopole de l'enseignement comme un dogme réaliseraient leurs desseins.

La lutte a été vive. En dehors des hommes politiques que leurs convictions religieuses rendaient adversaires nés du projet, les hommes qui ne conçoivent pas que la liberté puisse être confisquée au profit d'un parti ou d'une opinion plus ou moins philosophique firent entendre de vigoureuses protestations. On a fait ressortir à la tribune les services éminents rendus par les congrégations enseignantes à l'instruction professionnelle. 22.000 enfants des conditions les plus modestes reçoivent une instruction technique dans leurs écoles, et rien n'est prévu pour les remplacer. Elles déchargent l'État d'un fardeau que les évaluations gouvernementales nécessairement optimistes fixent pour les dépenses de matériel à 46.707.640 francs pour les écoles de garçons et 17.163.000 francs pour les écoles de filles, et pour les dépenses annuelles de personnel 3.663.000 fr. pour les instituteurs et 3.058.770 francs pour les institutrices. Elles ont contribué dans une très large mesure à l'influence et au prestige de la France à l'étranger ainsi qu'à la diffusion de notre langue au moyen de leurs établissements répandus dans le monde entier, même dans des pays avec lesquels nous n'avons encore que des

relations commerciales insignifiantes ; une disposition particulière de l'article 2 de la loi due à l'intervention de M. Leygues pallie, bien insuffisamment, les conséquences qu'auront pour ces établissements du dehors le coup porté aux maisons-mères de l'intérieur dont elles recevaient l'impulsion.

Ces considérations d'intérêt patriotique et financier n'ont pu faire fléchir les auteurs du projet de loi qui ont invoqué deux ordres de considérations : le droit de l'enfant et le droit du congréganiste. Et d'abord le droit de l'enfant : il n'appartient à personne, pas même aux parents, d'exercer sur un enfant une contrainte de nature à asservir son esprit. Or l'éducation habitue les jeunes gens « à ne jamais rien voir autrement que sous le jour unique où leurs maîtres leur ont montré le monde ».

Puis le congréganiste. Par les vœux religieux il abdiquerait sa personnalité et par conséquent sa liberté. La nation ne peut sanctionner par une approbation explicite allant jusqu'à la concession de privilèges spéciaux, tels que celui de former la jeunesse, la violation flagrante de tous les droits naturels de l'homme dans la personne des congréganistes.

Malgré l'abondance des textes applicables à l'enseignement dont l'énumération, d'ailleurs incomplète, que nous venons de faire nous donne une idée approximative, il s'en faut que l'on se

trouvée en possession d'une législation définitive. Il n'y rien là qui doive surprendre, étant donné que l'enseignement est, peut-être de toutes les matières, celle qui est le plus susceptible de progrès et de perfectionnement.

Nous pouvons toutefois du long historique qui précède tirer la conclusion suivante : La liberté d'enseignement que nos lois modernes ont organisée paraît définitivement consacrée : nous jouissons de la liberté, l'État s'est assuré toutes les garanties que sa conservation nécessite. Une surveillance plus étroite, des conditions plus sévères mises à l'exercice du droit d'enseigner violeraient incontestablement les droits de l'individu ; ces droits que la liberté a mis près d'un siècle à conquérir, l'État moderne doit les respecter afin de pouvoir, grâce à leur concours, réaliser sa mission qui est d'avancer sans cesse dans la voie du progrès et de travailler à l'amélioration de l'homme par la liberté.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION ACTUELLE

On a vu par l'historique qui précède que l'enseignement primaire a fait de tous temps l'objet des préoccupations du législateur. Sous tous les régimes politiques, on s'est attaché à le réglementer, sinon d'une façon toujours heureuse, du moins avec une grande abondance de textes. Nous avons cependant vu que si les lois de 1882 et de 1886, modifiées d'ailleurs et complétées par un très grand nombre de textes postérieurs, ont fait à l'enseignement primaire public une situation tout à fait privilégiée, elles n'ont cependant pas supprimé l'enseignement primaire privé. Si la distinction entre l'enseignement public et l'enseignement privé est essentielle, il ne faut

pas cependant oublier que beaucoup de règles édictées pour l'enseignement public s'appliquent aussi à l'enseignement privé : celle, par exemple, qui concerne l'obligation de l'enseignement primaire, les matières à enseigner, l'inspection, la surveillance, les grades que doivent posséder les maîtres, etc...

Il convient d'étudier successivement : 1° les conditions exigées pour enseigner dans une école privée ; 2° les formalités nécessaires pour ouvrir une école de ce genre ; 3° la discipline à laquelle ces écoles sont soumises ; 4° les infractions qui peuvent être commises.

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS EXIGÉES POUR ENSEIGNER DANS UNE ÉCOLE PRIVÉE

Les conditions fondamentales à remplir par les instituteurs et les institutrices privées sont, en principe, les mêmes que celles exigées des fonctionnaires de l'enseignement public.

La première condition est la qualité de Français. L'article 4 de la loi du 30 octobre 1886 prescrit que « nul ne peut être directeur ou adjoint, chargé d'une classe dans une école primaire, publique ou privée, s'il n'est pas Français et s'il ne remplit, en outre, les conditions de capacité fixées par la loi du 16 juin 1881 et les conditions d'âge établies par la présente loi. Toutefois, — ajoute cet article — les étrangers remplissant les deux ordres de conditions précitées et admis à

jouir des droits civils en France peuvent enseigner dans les écoles privées moyennant une autorisation donnée par le ministre après avis du conseil départemental. Les étrangers munis seulement de titres de capacité étrangers devront obtenir au préalable la déclaration d'équivalence de ces titres avec les brevets français.

Dans le cas particulier d'écoles exclusivement destinées à des enfants étrangers résidant en France, des dispenses de brevets de capacité pourront être accordées par le ministre de l'Instruction publique après avis du conseil supérieur aux étrangers admis à jouir des droits civils en France qui demanderaient à les diriger ou à y enseigner. L'autorisation d'enseignement prévue par la loi du 30 octobre 1886 constitue une autorisation spéciale accordée en vue d'une fonction déterminée, à remplir dans un établissement spécifié.

Signalons que, d'après l'article 181 du décret de 18 janvier 1887, l'étranger qui veut exercer dans une école privée comme professeur, instituteur-adjoint ou maître surveillant, doit adresser au ministre de l'Instruction publique une demande et y joindre : 1° un certificat constatant qu'il est admis à jouir des droits civils en France ; 2° son acte de naissance dûment légalisé ; 3° son brevet de capacité ; 4° l'indication des lieux où il a résidé et les professions qu'il a exercées. Cette indication

sera appuyée d'attestations émanant soit des autorités du pays auquel appartient le postulant, soit des autorités françaises, et prouvant la sincérité de ses déclarations.

L'article 182 du même décret stipule d'ailleurs que l'autorisation d'enseigner ainsi accordée par le ministre, après avis du conseil départemental, pourra toujours être retirée dans les mêmes formes.

La seconde condition de capacité générale exigée par la loi est une condition d'âge. L'article 25 de la loi du 15 mars 1850 fixait à 21 ans l'âge requis pour être instituteur. Mais l'article 7 de la loi du 30 octobre 1886 porte : « Nul ne peut enseigner dans une école primaire, de quelque degré que ce soit, avant l'âge de 18 ans pour les instituteurs et de 17 ans pour les institutrices. Nul ne peut diriger une école primaire supérieure ou une école recevant des internes avant l'âge de 26 ans révolus. »

Et la jurisprudence décide que cette disposition est générale et que l'interdiction atteint tout instituteur qui n'a pas 18 ans accomplis. (Voir en ce sens : Nîmes 17 mai 1888, D. P. 1889. 2. 5.)

La loi établit, en outre, une condition de sexe suivant la nature des écoles. D'après l'article 5 de la loi du 30 octobre 1886, l'enseignement est donné par des instituteurs dans les écoles de garçons, par des institutrices dans les écoles de filles,

dans les écoles maternelles, dans les écoles ou classes enfantines et dans les écoles mixtes. (Voir la circulaire du 24 juillet 1906 relative au personnel des écoles mixtes). Dans les écoles de garçons, des femmes peuvent être admises à enseigner à titre d'adjointes, sous la condition d'être épouses, sœurs ou parentes en ligne directe du directeur de l'école. Toutefois le conseil départemental peut, à titre provisoire et par une décision toujours révocable : 1° permettre à un instituteur de diriger une école mixte, à la condition qu'il lui soit adjoint une maîtresse de travaux de couture ; 2° autoriser des dérogations aux restrictions du second paragraphe du présent article.

La troisième condition générale, qui n'est pas la moins importante, est une condition de moralité. La loi du 28 juin 1833 exigeait des futurs instituteurs un certificat de moralité. Cette obligation n'existe plus. L'art. 5 de la loi du 30 octobre 1886, qui n'est que la reproduction de l'art. 26 de la loi du 15 mars 1850, dispose seulement : « Sont incapables de tenir une école publique ou privée, ou d'y être employés, ceux qui ont subi une condamnation judiciaire pour crime ou pour délit contraire à la probité ou aux mœurs, ceux qui ont été privés par jugement de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code

pénal (1), et ceux qui ont été frappés d'interdiction absolue, en vertu des art. 32 et 41 de la présente loi. » Il n'est pas douteux que l'individu condamné dans ces conditions, qui aurait bénéficié d'une amnistie, serait pleinement capable. C'est la conséquence des effets généraux et absolus de l'amnistie. Mais quelques doutes ont pu s'élever quant à la réhabilitation. On a soutenu que, si elle restituait au condamné ses droits civils et politiques, elle ne le relevait pas de l'incapacité spéciale encourue, quant à la faculté d'enseigner. Tout au moins, une condamnation, bien qu'effacée par la réhabilitation, pourrait motiver l'opposition à l'ouverture d'une école dans l'intérêt des bonnes mœurs, devant le Conseil départemental. Cette question a pris une importance plus considérable depuis que la loi du 5 août 1899 a établi la réhabilitation de droit.

(1) Les Tribunaux jugeant correctionnellement pourront, dans certains cas, interdire en tout ou en partie l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivants : 1° droit de vote et d'élection ; 2° d'éligibilité ; 3° d'être appelé ou nommé aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4° du port d'armes ; 5° de vote et de suffrage dans les délibérations de famille ; 6° d'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille ; 7° d'être expert ou employé comme témoin dans les actes ; 8° de témoignage en justice autrement que pour y faire de simples déclarations.

Aux incapacités prévues par l'article 5 de la loi du 30 octobre 1886, il faut ajouter celle qui résulte des articles 14 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et 1^{er} de la loi du 7 juillet 1904.

L'article 14 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est ainsi conçu : « Nul n'est admis à diriger soit directement, soit par personne interposée, un établissement d'enseignement de quelque ordre qu'il soit ni à y donner l'enseignement s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée. Les contrevenants seront punis des peines prévues par l'article 8 § 2. La fermeture de l'établissement pourra, en outre, être prononcée par le juge de condamnation. »

D'autre part, la loi du 7 juillet 1904 porte que « l'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux congrégations. Cette dernière loi, dont la nécessité au point de vue légal a été beaucoup discutée, est due à l'initiative gouvernementale qui, bien que pouvant s'abriter derrière les dispositions de l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901 lui accordant le droit de dissoudre toute congrégation et d'en prononcer la fermeture par décret rendu en conseil des ministres, a préféré provoquer une nouvelle consultation du Parlement sur cette question qui intéressait le pays entier dans ses sentiments les plus intimes et qui, par ses conséquences, morales, financières et sociales, était appelé à prendre date parmi les

plus importantes de celles que la République avait abordées et solutionnées.

L'article premier de cette loi formule dans des termes aussi généraux que formels le principe même que la loi a pour but de consacrer et détermine en même temps son champ d'application.

Le législateur a visiblement voulu établir une incompatibilité légale entre deux institutions que les siècles nous ont habitués à voir étroitement associées, l'institution monastique et l'institution scolaire. La loi sépare désormais l'un de l'autre ces deux mots ordinairement unis : « Congrégation enseignante ». C'est, comme l'a dit l'honorable rapporteur, une loi de « principe » qui résout une question « d'ordre social qu'elle pose dans toute sa généralité ».

Il n'y a plus de place désormais dans les fonctions d'enseignement sur quelque matière qu'il porte pour les congrégations. Est-il besoin de dire que l'interdiction résultant du paragraphe que nous venons de citer ne concerne que le clergé régulier et ne s'étend pas au clergé séculier. Elle laisse par conséquent à ce dernier la jouissance de l'intégrité des droits, autorisations ou privilèges quelconques qui lui sont reconnus depuis le Concordat, non seulement pour tout ce qui est relatif aux séminaires, mais pour tout ce qui concerne l'enseignement libre.

Le clergé séculier n'a été mêlé à aucun des

débats qui ont précédé l'adoption de cette loi, en sorte que les œuvres instituées et fonctionnant sous sa tutelle lointaine ou sa direction immédiate conservent leur existence et leur organisation antérieures, demeurant totalement étrangères aux dispositions de la loi nouvelle si elles ont la prudence de rester ce qu'elles sont et de ne point s'ingérer dans les procédés de fraude que le clergé régulier pourrait imaginer pour l'éluder. Il faut en outre faire remarquer que la loi de 1904 laisse en dehors de ses atteintes des congréganistes privativement envisagés pour ne s'attaquer qu'à la congrégation elle-même prise comme être collectif. La loi n'édicte contre les congréganistes aucune peine ou déchéance personnelles ou une diminution de leurs capacités juridiques, elle leur laisse la même somme de droit public ou privé qu'à tout autre citoyen à la seule condition qu'ils ne cherchent pas à excéder soit ouvertement soit dolosivement les limites du droit commun dans lesquelles le texte les fait entrer purement et simplement.

L'esprit de la loi a été sur ce point merveilleusement mis en lumière par le rapporteur qui, dans son discours prononcé à la Chambre au cours de la deuxième séance du 4 mars 1904, s'exprimait en ces termes : « Est-ce qu'il y a dans la loi que nous discutons, un texte, une phrase, une incidente quelconque qui s'adresse aux con-

gréganistes après la suppression de la congrégation? Nous connaissons des projets — je ne discute pas en ce moment — qui tendaient à prononcer ou pour toujours, ou temporairement, ces sortes d'exclusion du personnel sortant des congrégations dissoutes. En est-il trace dans le texte que vous avez lu et relu? Non; les personnes ne sont ni visées ni frappées. De quoi donc prive-t-on les congréganistes et les pères de famille. On les prive d'un mécanisme ou, si vous voulez, d'un organisme spécial dont je ne veux pas faire de parti-pris le dénigrement, mais dont j'ai bien le droit de dire avec vous tous qu'il est de nature exceptionnelle. Ce n'est pas une loi d'exception que d'en faire une contre l'exception. »

Au cours de la séance du 28 mars suivant, le président de la commission, M. Sarrien, émettait une opinion identique :

« Les membres des congrégations dissoutes, disait-il, peuvent comme tous les autres citoyens, et dans les mêmes conditions, former des associations, religieuses, politiques, littéraires ou autres. La loi de 1901 leur donne ce droit et nous n'entendons modifier aucune des dispositions de cette loi. »

L'article premier de la loi du 17 juillet 1904, dans son paragraphe 2, décide que les congrégations autorisées à titre de congrégations exclusivement enseignantes seront supprimées dans un

délai maximum de 10 ans. Il en sera de même, édicte le § 3, des congrégations et des établissements qui bien qu'autorisés en vue de plusieurs objets étaient, en fait, exclusivement voués à l'enseignement à la date du 1^{er} janvier 1903.

Et par application de la règle générale qu'elle vient de poser, la loi, dans ce même article 1^{er}, stipule *in fine* que les congrégations qui ont été autorisées et celles qui demandent à l'être à la fois pour l'enseignement et pour d'autres objets ne conservent le bénéfice de cette autorisation que pour les services, étrangers à l'enseignement, prévus par leurs statuts.

Nous ne nous arrêterons pas, quel que soit au point de vue juridique l'intérêt de cette étude, à examiner les nombreuses difficultés pratiques soulevées par l'application de ce dernier paragraphe de l'article 1^{er}. L'étude de ces difficultés ne rentre qu'indirectement dans le cadre de notre sujet : elles se réfèrent plus spécialement à l'étude générale de la liquidation des congrégations ; nous nous bornerons à donner très succinctement le résumé des solutions jurisprudentielles.

Le Tribunal des conflits dans son arrêt du 4 février 1905, et la Cour de cassation dans ses arrêts du 19 décembre 1905 et 11 février 1907, ont décidé que les tribunaux civils sont compétents pour décider qu'une congrégation qui n'était pas autorisée seulement à titre de congrégation ensei-

gnante, mais pour un autre objet encore, échappe à l'application du deuxième paragraphe de l'article premier de la loi du 7 juillet 1904, et par conséquent n'est pas soumise à la liquidation. Dans les arrêts précités, la Cour de cassation décide aussi que si la loi du 7 juillet 1904 par son article premier a supprimé les congrégations qui n'avaient été autorisées qu'à titre de congrégations enseignantes ou qui, autorisées en vue de plusieurs objets, étaient, en fait, exclusivement vouées à l'enseignement à la date du 1^{er} janvier 1903, cette même loi, par le quatrième paragraphe dudit article, a conservé aux congrégations qui ne sont pas dans l'un ou l'autre de ces deux cas, le bénéfice de l'autorisation précédemment obtenue pour tous objets autres que l'enseignement, sans faire aucune différence quant à la nature ou à l'importance de ces objets. Spécialement, il n'y a donc pas lieu de rechercher si le but autre que l'enseignement en vue duquel une congrégation a été autorisée, lui confère le caractère contemplatif et le caractère hospitalier, puisque dans l'un et l'autre cas elle doit profiter des dispositions du quatrième paragraphe de l'article premier de la loi du 7 juin 1904.

Nous indiquerons également, pour donner un aperçu complet des dispositions de la loi du 7 juillet 1904, qu'aux termes de l'article 2 de cette loi « à partir de la promulgation de la pré-

sente loi les congrégations exclusivement enseignantes ne pourront plus recruter de nouveaux membres et leurs noviciats seront dissous de plein droit, à l'exception de ceux qui sont destinés à former le personnel des écoles françaises à l'étranger, dans les colonies et les pays de protectorat. Le nombre des noviciats et le nombre des novices dans chaque noviciat seront limités aux besoins des établissements visés au précédent paragraphe.

Les noviciats ne pourront recevoir d'élèves ayant moins de 21 ans.

Aux termes de l'article 3 de la même loi seront également fermés dans le délai de 10 ans, prévu à l'article premier :

1° Tout établissement relevant d'une congrégation supprimée par application des § 2 et 3 de l'article 1^{er}.

2° Toute école ou classe annexée à des établissements relevant d'une des congrégations visées par le § 4 de l'article 1^{er} sauf exception pour les services scolaires uniquement destinés à des enfants hospitalisés auxquels il serait impossible, pour des motifs de santé ou autres de fréquenter une école publique.

Ce sont des raisons d'humanité, sur lesquelles il n'est pas nécessaire d'insister, qui ont décidé le gouvernement, puis la commission et le Parlement ensuite à édicter sous certaines conditions

l'exception au principe général de la fermeture des établissements d'enseignement congréganiste, prévu par ce dernier paragraphe de l'article 3.

Il faudra, pour être admis à bénéficier de la dispense, que le service en question relève d'une des congrégations précitées, c'est-à-dire qui, s'occupant d'enseignement et ayant en même temps un autre objet, étaient régulièrement autorisées pour leur double objet statutaire.

Il faudra en second lieu que les établissements favorisés aient été fondés uniquement et exclusivement pour les services prévus, qu'ils aient strictement conservé leur destination primitive et que l'enseignement n'ait pas été étendu à d'autres enfants que ceux qui sont hospitalisés ou infirmes ; il ne faudrait pas que dans ces classes spéciales eussent été reçus, par exemple, des enfants pauvres ou autres de la localité, admis dans les classes au même titre que les jeunes malades et recevant le même enseignement, dans les mêmes conditions de lieu, de groupement, etc., des établissements mixtes de ce genre ne répondant pas à l'idée dont s'est inspiré le législateur qui a fortement précisé sa pensée en stipulant qu'il entendait ne réserver ses faveurs qu'à ceux seulement qui assureraient l'instruction uniquement aux enfants hospitalisés ; tous autres services qui ne rempliraient pas cette condition essentielle subissent la loi commune.

« Dans ces divers cas, disait l'honorable M. Buisson dans son rapport, et dans ceux que pourra déterminer le règlement d'administration publique prévu pour l'application de la loi, les enfants dont il s'agit ne pouvaient fréquenter, sans inconvénients, une école située en dehors de l'établissement où ils sont recueillis, et il est nécessaire que l'établissement lui-même leur donne l'instruction obligatoire. Mais il doit être bien entendu qu'il faut une raison particulière qui justifie cet isolement. Orphelins, enfants abandonnés, enfants d'indigents ou de parents indignes, ont droit autant que tous les autres à l'école publique, et ils en ont peut-être encore plus besoin. Le gouvernement a insisté pour que ce principe fût explicitement consacré par la loi. »

Il résulte de ces considérations qui dégagent si nettement la préoccupation charitable et humanitaire du législateur, que désormais l'autorisation de diriger un orphelinat ne devra plus être « accordée à des congrégations qu'à la condition qu'elles feront, à moins d'empêchement par force majeure, fréquenter à leurs pensionnaires l'école publique. Elle ne seront plus, en aucun cas, autorisées à parquer ces pauvres enfants deshérités dans ces sortes de classes de rebut qu'on appelle encore en certains endroits « classes de pauvres », ou « classes de charité ».

★
* *

Nous venons de voir que la loi de 1904 ne frappe de l'incapacité d'enseigner que les congrégations : La loi n'édicte contre les congréganistes aucune peine ou déchéance personnelles. Le congréganiste sécularisé pourra donc enseigner.

Le seul point délicat est de savoir quand la sécularisation devra être considérée comme réalisée. L'étude de cette question est d'autant plus importante que l'article 16 de la loi du 1^{er} juillet 1901 modifié par la loi du 14 décembre 1902 édicte que « seront passibles des peines portées à l'article 8 § 2 :

» Tous individus qui, sans être munis de l'autorisation exigée par l'article 13 § 2, auront ouvert et dirigé un établissement congréganiste de quelque nature qu'il soit, que cet établissement appartienne à la congrégation ou à des tiers, qu'il comprenne un ou plusieurs congréganistes. »

Or le législateur n'a pas défini la congrégation et cette omission a été de sa part volontaire, puisqu'elle n'a eu lieu qu'après les sollicitations contraires de MM. les sénateurs Bérenger et Courju, de MM. les députés Renault-Morlière et Zévaès qui proposaient, par amendement, des définitions

basées sur le triple criterium du nombre, des vœux et de la vie en commun.

Le législateur a voulu que, conformément à tous les précédents sous toutes les législations antérieures qui, employant le mot de congrégation se sont toujours abstenus de le définir, il n'y eut là qu'une question abandonnée à l'appréciation des tribunaux et devant être résolue dans chaque espèce suivant les circonstances particulières.

Signalons à ce sujet quelques décisions intéressantes :

La Chambre criminelle pose en thèse :

1^o Que les vœux ne constituent pas au point de vue de la loi du 1^{er} juillet 1901 un élément essentiel des congrégations religieuses et que, par suite, le relèvement des vœux n'est pas nécessairement exclusif de la persistance de la congrégation ;

2^o Qu'ainsi une décision épiscopale incorporant le prévenu au clergé séculier d'un diocèse, à la supposer même régulière, ne saurait prévaloir contre les circonstances de fait susceptibles d'établir son affiliation à une congrégation non autorisée ;

3^o Qu'un rescrit émanant d'une congrégation romaine de cardinaux et déliant un religieux de ses vœux est dépourvu de toute valeur légale en France ;

4^o Que la persistance de la vie commune au

même lieu et avec les mêmes fonctions en vue d'y perpétrer l'œuvre de la congrégation, crée une présomption de délit qui ne peut être détruite par une simple manifestation de volonté. Mais cette présomption la Cour de cassation ne l'érige pas en présomption légale, ce qui, en l'absence de tout texte, serait absolument contraire aux principes les plus élémentaires du droit. On pourra donc la combattre par la preuve contraire, et si l'acte d'incorporation à un diocèse, si le relèvement des vœux sollicité et obtenu par le religieux ne suffisent pas pleinement à constituer cette preuve, la Cour suprême ne dit pas cependant qu'ils ne pourront pas être pris en considération et que, joints à d'autres indices, ils ne serviront pas à établir la sécularisation.

C'est ainsi qu'il a été jugé (C. de Limoges, 2 juillet 1903, D. P. 1904, 2, 213) que le fait que le prévenu a continué à donner l'enseignement dans le même local, avec le même mobilier, ne crée pas, en l'absence d'une disposition spéciale de la loi, aucune présomption contraire à sa laïcisation prétendue, alors surtout que le local et le mobilier sont la propriété d'un tiers étranger à la congrégation, libre de les affecter à son gré à une autre destination.

Pareillement, affirme le 1^{er} août 1903 (D. P. 1904, 2, 214) la Cour de Rouen, le fait, par le prévenu, de tenir une école gratuite dans le même

local que celui précédemment occupé par la congrégation ne suffit pas pour démontrer la fraude, lorsque le personnel de l'école a été entièrement changé et que le prévenu, rayé de la liste des membres de la congrégation, n'est venu s'y installer, avec des habits laïques et sous son nom patronymique, qu'après le départ des anciens religieux.

La preuve de la fraude ne résulte pas davantage de ce que le prévenu a pris à son service un ancien congréganiste dépourvu d'autres moyens d'existence, ni du caractère religieux de l'enseignement donné dans l'école, ni de la détention, par le propriétaire de l'immeuble, de deux doubles du bail (D. P. 1904, 2, 214).

Mais on doit considérer comme coupables du délit d'affiliation à une congrégation non autorisée les anciens membres d'une congrégation dissoute qui, après avoir quitté l'établissement occupé par celle-ci, se sont retirés au nombre de cinq dans deux maisons contiguës situées dans le même quartier de la ville, qui y prennent leur repas en commun et y continuent, dans la mesure du possible, la vie conventuelle en restant liés par des vœux et soumis à une règle monastique (du 21 mars 1903, C. d'Amiens, D. P. 1904, 2, 215).

Les conditions de capacité sont également les mêmes que celles exigées des fonctionnaires de l'enseignement public. Ainsi on devra exiger dans

les écoles primaires élémentaires le brevet élémentaire pour les instituteurs et institutrices titulaires ou adjoints (1). Mais le brevet n'est pas exigé des auxiliaires ou moniteurs, qui font la classe à côté du maître, sous sa surveillance et comme répétiteurs (2). De même les directrices

(1) Commet une infraction à la loi du 30 octobre 1886, le frère de la doctrine chrétienne non pourvu de brevet qui fait la classe dans une école primaire. Il allèguerait en vain qu'il remplacerait provisoirement le professeur ordinaire breveté momentanément malade (Trib. correct., Montauban, 19 janv. 1901 ; *Gaz. des Tribunaux*. Rec. I, 1901.2. 246).

Le fait par le directeur d'une école primaire libre d'employer comme chargé de classe une personne non pourvue du brevet de capacité constitue à sa charge l'infraction prévue par l'article 4 de la loi du 30 octobre 1886 et punie par l'article 40 de la même loi.

En ce sens : Trib. corr. d'Albi, 19 octobre 1901 ; S. 1902. 2. 181 ; Cour de Montpellier, 18 juillet 1902. S. 1903. 2. 80.

(2) La législation n'a soumis à l'obligation du brevet que la directrice d'école et l'adjointe chargée de classe, tout en laissant subsister, pour les besoins du service, les moniteurs ou simples auxiliaires qui n'en sont pas pourvus, et l'absence accidentelle de l'adjointe, pendant trois jours et demi, ne saurait lui faire perdre son titre et sa qualité.

(Trib. correct. Périgueux, 28 déc. 1900. *Le Droit*, 20 janv. 1901).

d'écoles maternelles privées doivent satisfaire aux mêmes conditions que celles d'écoles publiques.

L'article 36 de la loi du 30 octobre 1886 dispose expressément qu'aucune école privée ne peut prendre le titre d'école primaire supérieure, si le directeur ou la directrice n'est muni des brevets exigés pour les directeurs ou directrices des écoles primaires supérieures publiques. Ce texte ne vise pas les adjoints et adjointes dans ces écoles, d'où il faut conclure que le brevet de capacité ordinaire leur suffit. Les directeurs et directrices de cours complémentaires privés doivent, comme ceux des cours publics, posséder le brevet supérieur. (Décret 18 janvier 1887, articles 31 et 180.)

CHAPITRE II

OUVERTURE DES ÉCOLES PRIMAIRES PRIVÉES

La loi a entouré l'ouverture des écoles privées de certaines formalités qui sont destinées à permettre à l'autorité supérieure d'exercer son contrôle et de s'assurer que toutes les conditions d'hygiène, de moralité et de capacité sont remplies.

Déjà l'article 27 de la loi du 15 mars 1850 prescrivait que tout instituteur qui veut ouvrir une école libre doit déclarer son intention au maire de la commune et lui donner l'indication des lieux où il a résidé, et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes. Cette déclaration devait également être adressée au recteur, au procureur de la République et au sous-préfet, et demeurer affichée à la porte de la mairie pendant un mois. La loi du 30 octobre 1886 a institué un

régime analogue dont voici les dispositions générales : le futur instituteur fait une déclaration au maire, au préfet, au recteur et au procureur de la République ; opposition peut être formée par ceux-ci à l'ouverture de l'école ; l'opposition est jugée par le Conseil départemental, et en appel par le Conseil supérieur.

Sur la portée de cette déclaration il ne faut pas se méprendre : il s'agit d'une simple déclaration et non d'une demande d'autorisation qui serait contraire au principe de l'enseignement. Tout individu qui remplit les conditions voulues a le droit d'ouvrir une école sans permission, mais il faut que son intention soit connue au préalable afin que l'autorité compétente puisse s'opposer à l'exercice de ce droit, si elle a à faire valoir un des motifs prévus par la loi. Cette interprétation est d'ailleurs confirmée par les dispositions du dernier alinéa de l'article 38 de la loi du 30 octobre 1886 portant qu'à défaut d'opposition, l'école est ouverte à l'expiration du mois sans autre formalité.

*
* *

D'après l'article 37 de la loi de 1886, tout instituteur qui veut ouvrir une école privée doit préalablement déclarer son intention au maire de la commune où il veut l'établir et lui désigner le local. Le maire remet immédiatement un récé-

pissé (1) de sa déclaration et fait afficher celle-ci à la porte de la mairie pendant un mois. Ces prescriptions sont complétées par l'article 158 du décret du 10 janvier 1887 aux termes duquel il est ouvert dans chaque mairie un registre spécial destiné à recevoir les déclarations des instituteurs qui veulent établir des écoles privées. Chaque déclaration indiquant la nature de l'école qu'il s'agit d'ouvrir doit être signée sur le registre par le déclarant et par le maire qui en fait immédiatement établir quatre copies sur papier libre. L'une de ces copies est affichée à la porte de la mairie où elle demeure pendant un mois.

L'observation de cette formalité est prouvée par un certificat d'affichage que le maire dresse, signe et envoie dans les trois jours de la déclaration à l'inspecteur d'Académie. Les trois autres copies sont, ainsi que le récépissé mentionné dans le second paragraphe de l'article 35 de la loi du 30 octobre 1886, remises gratuitement par le maire à l'instituteur.

Le postulant doit, on outre, aux termes de l'article 38 de la loi de 1886, adresser les mêmes dé-

(1) Le droit de l'instituteur d'ouvrir une école privée est acquis par sa déclaration aux autorités administratives et n'est nullement subordonné à la délivrance du récépissé de sa déclaration par l'administration. Cass. crim., 18 déc. 1903 ; *Gaz.*, 25 déc. 1903. D. 1904. 1. 378.

clarations au préfet, à l'inspecteur d'Académie et au procureur de la République. Il adresse, à cet effet, une des copies qui lui ont été remises par le maire au préfet, une autre au procureur de la République. Il lui en est délivré récépissé. La troisième copie est adressée par le déclarant à l'inspecteur d'Académie qui, conformément à l'article 158 du décret du 18 janvier 1887, la fait transcrire sur un registre spécial ouvert à cet effet dans ses bureaux. Il doit en outre faire parvenir à l'inspecteur d'Académie son acte de naissance, ses diplômes, l'extrait de son casier judiciaire (1), l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes, le plan des locaux affectés à l'établissement et, s'il appartient à une association, une copie des statuts de cette association.

Telles sont les prescriptions légales que, sous peine de tomber sous les dispositions répressives

(1) Le ministre a autorisé MM. les Inspecteurs d'Académie à épargner aux postulantes les démarches nécessaires pour se procurer l'extrait de leur casier judiciaire qu'elles doivent fournir à l'appui de leur déclaration d'ouverture d'école privée. MM. les Inspecteurs d'Académie se chargeront de faire venir cette pièce et les postulantes avanceront ou rembourseront les frais qui en résulteront : droit de recherche du greffier, port de la demande et de l'envoi.

des articles 37 et 38 de la loi du 30 octobre 1886, doit observer tout instituteur qui désire ouvrir une école libre. Il importe donc de préciser la limite d'application de ces prescriptions législatives, la portée de la loi qui les édicte.

L'article 1^{er} de la loi du 30 octobre 1886 prévoit limitativement un enseignement donné :

1^o Dans les écoles maternelles et classes enfantines ;

2^o Dans les écoles primaires élémentaires ;

3^o Dans les écoles primaires supérieures ;

4^o Dans les écoles manuelles d'apprentissage telles que les définit la loi du 11 décembre 1880.

Par application de ces principes la chambre criminelle de la Cour de cassation a, le 31 octobre 1902, jugé que le fait de réunir habituellement cinq jeunes gens étrangers les uns aux autres pour leur donner des répétitions et les préparer à des examens constitue l'ouverture d'une école, quelle que soit la nature de l'enseignement qui est donné.

(Cas. Crim. 31 octobre 1902. S. 1904. 1. 55 ; D. 1904. 5. 321.)

L'école, au sens légal aussi bien qu'usuel du mot, est, déclare la chambre correctionnelle de la cour de Chambéry le 8 octobre 1904, un établissement où des enfants de différentes familles sont habituellement réunis en vue de leur instruction. Il n'y a pas d'école sans enseignement commun

ou tout au moins sans réunion habituelle ou communauté de vie quelconque des enfants enseignés.

(Chambéry, Ch. correct. 8 octobre 1904. *Gaz. des Tribunaux*, Rec. I. 1905. 2. 75)

La Cour d'Angers a également décidé, le 21 juillet 1899, que le fait de réunir chaque jour des enfants dans une salle commune et de leur enseigner les matières de l'enseignement primaire (lecture, écriture et calcul) individuellement, dans une pièce particulière où chacun d'eux est amené séparément, constitue l'établissement d'une école. L'article 17 de l'ordonnance du 16 juillet 1833 définit en effet l'école : « Toute réunion habituelle d'enfants de différentes familles ayant pour but l'étude de tout ou partie des objets compris dans l'enseignement. » Si cette définition n'a pas été reproduite dans la loi du 30 octobre 1886 et le décret du 18 juillet 1887, le silence gardé à cet égard ne saurait abroger un texte parfaitement clair que rien n'est venu corriger ni explicitement ni implicitement (1).

(Angers, 21 juillet 1899; *La Loi*, 24 août 1899.)

(1) Voir l'examen du problème de l'abrogation des lois par le non-usage ou par un usage contraire dans la thèse de Mornet : « Du rôle et des droits de la jurisprudence en matière civile », p. 102 et suivantes.

La Cour de cassation, statuant dans le même sens, a décidé que la réunion de plusieurs professeurs dans la même maison, la simultanéité de leçons données dans des salles séparées, mais concurremment par diverses institutrices d'après un tableau arrêté à l'avance, la présence simultanée de plusieurs enfants sous la direction du personnel enseignant, l'organisation des leçons d'après une unité de vues et de direction et conformément à un tableau arrêté à l'avance ne permettent pas de reconnaître aux leçons données le caractère de l'enseignement que le père fait donner en particulier à ses enfants ; il faut y voir, au contraire, un enseignement qui rentre dans la catégorie des écoles libres pour l'ouverture desquelles la loi du 30 octobre 1886 exige une déclaration préalable.

(Cass. crim., 23 juillet 1904; *Gaz. des Tribunaux*, Rec. II. 1904. I. 153.)

Mais quel que soit le nombre des enfants par elle reçus, ne tient pas une école la personne qui se borne à enseigner à des petites filles le catéchisme et l'histoire sainte. De même les travaux d'aiguille pour les filles, comme la gymnastique et les exercices militaires pour les garçons, ne sauraient, en raison de leur caractère tout spécial, constituer à eux seuls l'élément d'enseignement nécessaire pour caractériser la tenue d'une école.

(Lyon, 2 juin 1903. S. 1903. II. 231.)

La Cour de Douai a, dans un très important

arrêt, également décidé le 2 novembre 1908 que l'école privée où l'enseignement donné aux élèves d'âges différents et notamment de 13 à 19 ans, est un enseignement professionnel spécial destiné à développer les connaissances nécessaires à l'exercice d'une industrie déterminée (dans l'espèce l'industrie des tulles), ne peut être considérée comme une école primaire ou manuelle d'apprentissage dépendant de la loi du 30 octobre 1886. Que, dès lors, l'ouverture d'une semblable école sans qu'aient été faites les déclarations exigées par la loi du 30 octobre 1886 ne constitue pas une infraction aux articles 37 et 38 de cette loi.

(Douai, 2 novembre 1908 D. P. 1908. II. 100.)

Il existe, à côté de l'école maternelle soumise au décret du 18 janvier 1887, la garderie d'enfants non prévue par la loi et dont l'ouverture n'est soumise à aucune formalité légale.

Le fait d'avoir incité des enfants à copier des lettres écrites sur un tableau peut n'être considéré que comme un fait accidentel et cependant habituel dans les garderies.

Le tribunal correctionnel de Gray a, en conséquence, décidé qu'il résulte des circonstances que les gardiennes n'ont pas eu l'intention de donner l'instruction primaire, elles doivent être relaxées comme n'ayant pas eu l'intention de commettre un délit.

(Trib. correct. de Gray, 30 décembre. *Gaz. des Trib.* Rec. I. 1903. 2.441.)

Mais on doit considérer non comme une garderie mais comme une école l'établissement où sont réunies cinq petites filles âgées de 8 à 11 ans, étrangères les unes aux autres, auxquelles on fait faire des travaux d'aiguille, on apprend le catéchisme et l'histoire sainte, et auxquelles surtout on lit des fables en les leur faisant répéter.

(Grenoble Ch. correct. 21 février 1903. S. 1903. II. 308 (avec la date du 19.)

Le même arrêt décide que le fait, par une personne munie d'un brevet élémentaire, de se rendre régulièrement à la porte d'une prétendue garderie qui constitue en réalité une école, pour prendre successivement chaque élève, la conduire non loin de là dans sa famille, où elle lui donne une leçon, et de la ramener ensuite à la prétendue garderie, constitue un acte d'enseignement public, alors surtout qu'il existe une corrélation étroite entre les leçons de la garderie et les leçons à domicile, les unes venant compléter les autres pour former un ensemble d'enseignement primaire et constituer un tout indivisible, et que la personne donnant des leçons particulières n'est pas étrangère à la direction de la garderie.

Les personnes qui ont tenu une garderie et donné l'enseignement dans ces conditions commettent une infraction à la loi du 30 octobre 1886

sur l'instruction primaire et sont punissables même si elles sont de bonne foi.

*
* *

Les formalités prescrites par les articles 37 et 38 de la loi sur l'enseignement du 30 octobre 1886, et notamment les déclarations exigées par cet article, ne sont pas prescrites seulement à celui qui ouvre une école, mais s'imposent également à celui qui prend la direction d'une école existant déjà. C'est pour la première fois, le 26 juillet 1902, que la Cour de cassation a eu à se prononcer sur ce point.

Et elle a décidé que l'instituteur qui succède à un autre dans la direction d'une école privée était tenu aux mêmes formalités et à l'observation des mêmes délais. Il en était ainsi d'ailleurs sous l'empire de la loi du 27 mars 1850 dont l'article 29 assimilait déjà la direction d'une école à son ouverture: Quiconque aura ouvert ou dirigé une école...» et la circulaire du ministre de l'Instruction publique du 24 décembre 1850 interprétait ce texte en ces termes : « L'établissement qui change de direction doit être considéré comme un établissement nouveau. » Pas plus que la loi de 1850, l'article 49 de la loi du 30 octobre 1886 ne fait de distinction entre l'ouverture et la direction d'une école ; par suite il englobe non

seulement celui qui crée un établissement nouveau mais encore l'instituteur qui succède à un autre dans la direction.

C'est ainsi que le décret du 18 janvier 1887 contenant règlements d'administration publique a interprété la loi. En effet, l'article 158 de ce décret astreint formellement tout instituteur qui en remplace un autre dans la direction d'une école privée aux mêmes formalités que celui qui veut ouvrir une école. De même aux termes de la loi du 30 octobre 1886, l'interruption volontaire ou forcée, mais effective du fonctionnement de l'école impose la formalité d'une nouvelle déclaration d'ouverture d'école.

Cependant il a été jugé que l'abandon par le titulaire de la direction d'une école privée ne peut revêtir le caractère délictueux qu'autant que cet abandon, loin d'être temporaire ou passager, a lieu définitivement et sans esprit de retour. Les circonstances inhérentes à chaque espèce doivent donc être examinées soigneusement et il appartient au ministère public de faire la preuve de cet abandon ainsi caractérisé (1).

On peut se trouver en présence de difficultés

(1) Tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand, 26 janvier 1905. *Gaz. des Trib.*, rec. 1905, 11. 408 et Cassation crim., 30 juillet 1904. *Gaz.*, 6 août 1904.

sérieuses d'application de ce principe; en voici un exemple. Un directeur d'école primaire privée se trouve pendant quelque temps empêché de donner l'enseignement, il se fait remplacer par un instituteur remplissant d'ailleurs les conditions de nationalité, d'âge, de capacité exigées par l'article 4 de la loi de 1886. Celui-ci est-il astreint aux déclarations voulues par les textes précités ?

La solution négative a été admise par la Cour de cassation.

(Cass. Crim., 26 octobre 1906. D. P. 1907. 1.47) et cette solution doit être, semble-t-il, pleinement approuvée.

Quelle est, en effet, le rôle de l'instituteur appelé à remplacer le directeur de l'école ? Il n'ouvre pas une école ; il ne fonde pas un nouvel établissement ; il ne succède pas davantage à un directeur précédent ; il ne fait que suppléer pendant un temps, dans l'œuvre d'enseignement, celui qui antérieurement a ouvert l'école et qui continue sous son nom propre et sa responsabilité personnelle à la diriger. Ce dernier peut par la maladie, par l'accomplissement de devoirs de famille ou par toute autre circonstance imprévue être momentanément obligé de quitter ses élèves. La loi n'a pas entendu, en effet, que sa présence au milieu d'eux fût de toute nécessité constante et continue. Si en pareille occurrence des déclarations nouvelles étaient imposées, en conformité des articles 37 et

38 de la loi de 1886, à quelles difficultés ne se heurterait-on pas en pratique ?

Nous verrons, en effet, dans le paragraphe suivant, que c'est seulement à l'expiration d'un délai d'un mois à dater des déclarations, qu'il est permis d'ouvrir une école (L. 30 octobre 1886, art. 38).

Il faudrait donc congédier les élèves, fermer l'établissement et ne le rouvrir qu'un mois après ? Un trouble aussi grave dans le fonctionnement d'un établissement d'instruction serait en tous points regrettable.

Il y aurait cependant délit et applicabilité des pénalités de l'article 40 de la loi de 1886 si l'absence du directeur avait été assez prolongée pour équivaloir, en fait, à l'abandon définitif de ses fonctions et à leur transmission à l'instituteur remplaçant.

C'est par application des principes généraux que nous venons de mettre en lumière, et en s'inspirant de la jurisprudence de la Cour suprême en la matière, que la Cour de Rouen a, le 23 mai 1908 (D. P. 1908. 3. 336), décidé que le directeur d'une école privée qui a eu l'intention de se démettre de ses fonctions, mais dont le départ, subordonné à certaines conditions (dans l'espèce l'acceptation de son remplaçant par l'administration et le comité de patronage), ne s'est pas réalisé en fait, de telle sorte qu'il n'y a pas eu interrup-

tion dans le fonctionnement de l'établissement, n'est pas tenu de passer à nouveau les déclarations d'ouverture d'école prescrites par la loi du 30 octobre 1886.

C'est toujours par application des mêmes principes que la Cour de cassation a, dans de nombreux arrêts, et notamment par ses décisions du 4 décembre 1903, 10 juin 1904, 6 août 1904 (1), décidé que le directeur d'une école congréganiste qui se sécularise sur place n'est pas tenu de faire une nouvelle déclaration d'ouverture d'école aux termes des articles 37 et 38 de la loi du 30 octobre 1886, mais à une condition : c'est que l'école n'ait pas été fermée d'une manière effective et qu'elle ait continué à fonctionner sans interruption.

Elle va même jusqu'à décider qu'une suspension momentanée des classes peut dans certaines circonstances ne pas impliquer la fermeture de l'école, ni imposer la nécessité d'une nouvelle déclaration. La dissolution de la congrégation dont dépendait un établissement scolaire, bien qu'ayant légalement pour conséquence la suppression de cet établissement en tant que congréganiste, n'oblige donc pas le directeur à faire de nouveau les déclarations prescrites par la loi du 30 octobre 1886 si l'école a continué néanmoins

(1) D. P. 1904. 1. 572.

en fait à subsister. Dans l'espèce qui a abouti à l'arrêt de cassation du 4 décembre 1903, la directrice avait volontairement fermé son école sur l'injonction administrative qu'elle en avait reçu ; elle prétendait il est vrai restreindre la portée de cet acte à l'établissement congréganiste dont dépendait l'école, et la Cour de Toulouse avait admis cette interprétation, mais la Cour de cassation a annulé cette décision, motifs pris de ce que l'intention présumée de la directrice ne saurait prévaloir contre la réalité des faits.

Dans la 2^e et la 3^e espèces (arrêts des 10 juin et 6 août 1904) au contraire, l'école n'avait pas cessé de fonctionner ; si la dissolution de la congrégation devait par voie de conséquence entraîner celle de l'établissement scolaire qui en dépendait, la fermeture effective n'en avait pas été opérée soit volontairement soit par un acte de la puissance publique. L'école étant demeurée ouverte sous la direction de la même personne, celle-ci n'était pas tenue de faire une nouvelle déclaration.

DES OPPOSITIONS

Sur le vu de la déclaration, il peut être fait opposition à l'ouverture de l'école soit par le maire, soit par l'inspecteur d'Académie.

A. — *Opposition du maire*

L'article 37 de la loi du 30 octobre 1886 précise ainsi le droit d'opposition du maire : Si le maire juge que le local n'est pas convenable, pour raisons tirées de l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'hygiène, il forme dans les 8 jours (1) opposition à l'ouverture de l'école et en informe le postulant.

Et l'article 159 du décret du 18 janvier 1887 ajoute qu'« à l'expiration des huit jours qui suivent la déclaration par lui reçue, le maire fait savoir par écrit au préfet, à l'inspecteur d'Académie, ainsi qu'au déclarant, s'il s'oppose ou non à l'ouverture de l'école. Dans le cas où il fait opposition il indique les motifs sur lesquels cette opposition est fondée. Et le conseil supérieur de l'instruction publique décide :

1° Que le délai d'opposition par le maire est prescrit à peine de déchéance.

(Cons. sup. instr. publ., 14 janv. 1898, *Bull. off. min. instr. pub.* 1898, 1^{er} sem., p. 90. — 12 janv. 1900, *ibid.* 1900, 1^{er} sem., p. 23. — 23 mars 1901, *ibid.* 1901, 1^{er} sem. p. 451.)

(1) Y compris le jour où la déclaration a été reçue à la mairie (Arrêt du conseil supérieur du 14 janvier 1898).

2° Que le maire exerce toujours d'office son droit d'opposition (Cir. min. instr. publ., 31 mai 1889).

3° Qu'en cas d'opposition formée à l'ouverture d'une école privée, il est essentiel que l'acte d'opposition transmis par le maire au préfet soit formulé dans les mêmes termes que l'acte d'opposition notifié le même jour à l'intéressé, et que ce dernier acte énonce les motifs de l'opposition.

(Cons. sup. instr. publ., 16 déc. 1891. *La Loi* du 5 janv. 1892. — 26 déc. 1894, *Bull. off. min. instr. publ.* 1894, 2^e sem., p. 852. — Cour 1895, *ibid.* 1895, 1^{er} sem., p. 302. — Circ. minis. instr. 27 mai 1895, *Bull. off. min. instr. publ.* 1895, 1^{er} sem., p. 557). — Cons. sup. instr. publ. 9 déc. 1903, S. 1904, 3, 41.)

Ainsi, une opposition à ouverture d'école libre doit être motivée, à peine de nullité. Spécialement est nulle l'opposition dont les motifs n'ont pas été notifiés par le maire au déclarant. Et il ne suffisait pas de dire, d'une manière générale, que le local projeté est contraire aux règles de l'hygiène. Il y a nécessité de préciser les motifs, tirés de l'hygiène, sur lesquels se fonde l'opposition. Au surplus, les motifs d'opposition que le maire peut faire valoir sont strictement limités par la loi : il ne peut invoquer que le défaut de convenance du local, et ce défaut de convenance doit

résulter de raisons tirées des bonnes mœurs ou de l'hygiène (1).

Il ne suffit pas que l'opposition faite par le maire à l'ouverture d'une école privée soit notifiée à l'instituteur libre dans la huitaine de la déclaration qui lui en a été faite par ce dernier. Aux termes de l'article 150 du décret des 18-20 janvier 1887 l'opposition n'est valable qu'autant qu'elle a été notifiée dans le même délai au préfet (2). Ce délai court d'ailleurs non du jour où le maire a consenti à délivrer un récépissé, mais de celui où il est dûment constaté que la déclaration d'ouverture lui a été faite.

L'article 271, ajouté à l'arrêté du 18 janvier 1887 par celui du 18 janvier 1893, a eu pour objet de rendre obligatoire l'avis du conseil départemental d'hygiène, qu'il s'agisse d'une école privée ou d'une école publique. Cette consultation devra être obtenue dans un court délai afin de respecter le délai d'un mois fixé par l'article 38 de la loi du 30 octobre 1886 et l'article 160 du décret du 18 janvier 1887.

(1) Il est d'ailleurs intervenu diverses prescriptions réglementaires en ce qui concerne les conditions d'hygiène à remplir par les écoles privées. Arr. min., 18 janv. 1887, art. 271-272 ajoutés par arr. min. 18 janvier 1893.

(2) Cons. supér. instr. publ., 7 déc. 1903 ; *Mon. jud.*, Lyon, 3 mars 1914.

B. — *Opposition par l'inspecteur d'Académie*

D'après l'article 38 de la loi du 30 octobre 1886, l'inspecteur d'Académie, soit d'office soit sur la plainte du procureur de la République, peut former opposition à l'ouverture d'une école privée dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'hygiène.

Lorsqu'il s'agit d'un instituteur public révoqué et voulant s'établir comme instituteur privé dans la commune où il exerçait, l'opposition peut être faite dans l'intérêt de l'ordre public (1).

Aux termes de l'article 160 du décret du 18 janvier 1887, le délai donné à l'inspecteur pour former opposition est d'un mois. A son expiration, l'école peut être ouverte. Ce délai d'un mois accordé à l'inspecteur d'Académie ne court que du jour où il a délivré récépissé des pièces qui doivent lui être adressées d'après l'article 158.

Comme le maire, l'inspecteur ne peut fonder

(1) La loi de 1886 prévoit le cas exceptionnel où l'ouverture de l'école serait faite par un instituteur révoqué. On comprendra aisément que l'opposition soit possible en cette situation. Mais elle ne pourra être faite que par l'inspecteur d'Académie.

On ne peut faire application de cette disposition à une personne qui a quitté l'enseignement public sans avoir subi de peines disciplinaires. Cons. supér. instr. publ., 12 janv. 1900. *Bull. off. instr. publ.*, 1900, 1^{er} sem., p. 26.

son opposition que sur des considérations tirées des bonnes mœurs ou de l'hygiène.

Quand l'inspecteur d'Académie fait opposition à l'ouverture d'une école, il doit immédiatement en aviser le préfet et lui transmettre le dossier de l'affaire. Il doit également notifier par écrit sa décision à l'instituteur en lui faisant connaître les motifs sur lesquels son opposition est fondée, conformément à l'article 161 du décret du 18 janvier 1887.

C. — *Jugement des oppositions et voies de recours*

Le jugement des oppositions comporte un double degré de juridiction : la première instance est représentée par le conseil départemental et le tribunal d'appel par le conseil supérieur.

D'après l'article 39 de la loi du 30 octobre 1886, les oppositions à l'ouverture des écoles privées sont jugées contradictoirement par le conseil départemental, dans le délai d'un mois.

L'instruction devant le conseil départemental est régie par les articles 162 à 164 du décret du 18 janvier 1887 (1) modifiés par le décret du 10 décembre 1901.

(1) Voir également la circulaire « concernant la procédure à suivre en matière d'opposition devant les conseils départementaux de l'instruction publique du 31 mai 1889.

La loi, a voulu, dans l'intérêt de l'instituteur, que l'opposition fût jugée contradictoirement par le conseil départemental dans le délai d'un mois. « Là est le principe absolu dont personne n'a le droit de se départir. »

Le délai d'un mois *court à dater du jour où l'opposition a été formée.*

Code Pichard 1909, p. 335, art. 162 (Modifié par le décret du 10 décembre 1901).

Lorsque le maire ou l'inspecteur d'Académie a fait opposition à l'ouverture d'une école, le préfet désigne un rapporteur parmi les membres du conseil et, huit jours au moins avant la séance fixée pour le jugement de l'opposition, invite le déclarant à comparaître ou à se faire représenter devant le conseil départemental.

Le préfet l'informe en même temps, par lettre recommandée, que le rapport et les pièces du dossier sont à sa disposition au secrétariat du conseil départemental un jour franc avant le jour fixé pour le jugement.

Art. 163. — Au jour fixé pour le jugement, le conseil départemental prend connaissance de l'arrêté d'opposition ; il entend dans leurs explications l'intéressé, son conseil ou son représentant ; il reçoit, s'il y a lieu, les dépositions des témoins et, après avoir examiné les différentes pièces qui composent le dossier de l'affaire et en avoir délibéré hors de la présence du déclarant, il statue sur l'opposition.

Art. 164. — La décision du conseil départemental est notifiée dans les huit jours par les soins du préfet, tant au déclarant qu'à l'auteur de l'opposition.

Le préfet est tenu d'avertir les parties qu'elles ont le

Il est arrivé en plusieurs départements que, pour une causé ou pour une autre, des oppositions n'ont pas été jugées dans le délai légal. Quelles qu'aient pu être les circonstances, le conseil a considéré ce retard comme une cause absolue de nullité.

(Décisions du conseil supérieur du 20 juillet 1888, du 26 juillet 1888, du 27 et du 28 décembre 1888.)

Il a même estimé que si le conseil départemental demandait un supplément d'instruction et renvoyait le jugement à une séance ultérieure, cette séance ne devait pas avoir lieu au delà du délai d'un mois fixé par la loi d'une manière absolue.

droit de se pourvoir devant le conseil supérieur dans les dix jours à partir du jour où la décision du conseil départemental leur a été notifiée.

Art. 165. — Le recours de l'instituteur ou du maire contre la décision du conseil départemental est reçu au bureau de l'inspecteur d'Académie ; il en est donné récépissé.

Le recours de l'inspecteur d'Académie est formé par la suite.

L'inspecteur d'Académie fait parvenir au préfet, dans le plus bref délai, la déclaration d'appel qu'il a reçue ou la décision qu'il a prise lui-même. Le préfet adresse ces pièces avec le dossier de l'affaire au ministre de l'Instruction publique, qui en saisit le conseil supérieur.

(Décision du conseil supérieur du 28 décembre 1888.)

Dans le délai d'un mois doivent donc s'accomplir toutes les formalités relatives à l'instruction et au jugement.

La première est la désignation d'un rapporteur. Depuis le décret du 18 janvier 1887, le rapporteur est désigné par le préfet. Cette formalité est essentielle et elle doit être accomplie à peine de nullité.

Le rapporteur est tenu de faire un rapport écrit et ne pas se borner à un rapport oral.

Huit jours avant le jour fixé pour le jugement, le déclarant est invité à comparaître ou se faire représenter devant le conseil départemental (art. 162 du décret du 18 janv. 1887). L'omission de cette formalité ou son exécution dans un délai inférieur à huit jours est cause de nullité (Décisions des 24 déc. 1895 et 6 janv. 1886).

Il n'est pas nécessaire que le conseil départemental soit au complet pour connaître de l'affaire. (La présence de la moitié plus un des membres suffit.) Mais il est indispensable que les deux membres de l'enseignement privé, qui, aux termes de la loi, doivent être adjoints au conseil départemental pour l'examen des affaires disciplinaires et contentieuse, soient présents ou qu'ils aient été dûment convoqués. Autrement la partie serait

privée de l'une des garanties que la loi a voulu lui assurer.

(Décisions du 21 juillet 1888, du 29 décembre 1888).

Au jour fixé pour le jugement, le conseil départemental prend connaissance de l'arrêt d'opposition ; il entend dans leurs explications l'intéressé, son conseil ou son représentant. Il reçoit, s'il y a lieu, les dépositions des témoins, et, après avoir examiné les différentes pièces qui composent le dossier de l'affaire et en avoir délibéré hors de la présence du déclarant, il statue sur l'opposition (art. 163 du décret du 18 janvier 1887).

Les jugements rendus par les conseils départementaux doivent se borner à apprécier si oui ou non l'opposition était fondée au moment où elle a été faite et par conséquent à la maintenir ou à la lever. Ils n'ont pas à la maintenir pour un délai déterminé (Décision du 28 déc. 1888). Ils n'ont pas davantage à prescrire comme condition de la levée de l'opposition tels ou tels travaux (Décision du 24 mars 1887).

Il résulte des décisions du conseil supérieur que l'opposition faite par l'autorité compétente doit être jugée en elle-même et dans les conditions où elle a été faite. Si certaines modifications aux plans produits, si certains travaux dans les locaux déclarés sont de nature à permettre l'ouverture de l'école, l'intéressé les fera exécuter et

fera ensuite une nouvelle déclaration d'ouverture.

Notification de la décision du conseil départemental doit être faite à la partie dans le délai de huit jours, par les soins du préfet, au déclarant et à l'auteur de l'opposition. L'omission de cette formalité entraîne la nullité. (Décision du 24 juillet 1885, du 25 juillet 1885, du 26 juillet 1886.)

La notification doit être accompagnée de l'avis que la partie a le droit de se pourvoir devant le conseil supérieur dans les dix jours à partir du jour où la décision du conseil départemental lui a été notifiée.

Les pièces essentielles des dossiers à transmettre au conseil supérieur dans les cas d'appel sont les suivants : La déclaration d'ouverture, le plan du local, l'opposition du maire ou de l'inspecteur d'Académie, copie de la notification de l'opposition à l'intéressé, arrêté préfectoral désignant le rapporteur de l'affaire, copie de la citation à comparaître devant le conseil départemental, copie de la convocation des deux membres de l'enseignement libre, mémoires et certificats produits devant le conseil départemental, s'il y a lieu, délibération du conseil départemental avec mention des membres présents à la séance, appel au conseil supérieur, mémoires et certificats produits à l'appui de l'appel, s'il y a lieu.

En vertu de l'article 39 de la loi du 30 octobre

1886, appel peut être interjeté de la décision du conseil départemental dans les dix jours à partir de la notification de cette décision. L'appel est reçu par l'inspecteur d'Académie ; il est soumis au conseil supérieur de l'instruction publique dans sa plus prochaine session et jugé contradictoirement dans le plus bref délai possible.

L'instituteur appelant peut se faire assister ou représenter par un conseil devant le conseil départemental et devant le conseil supérieur.

En aucun cas l'ouverture ne peut avoir lieu avant la décision d'appel.

CHAPITRE III

CONTROLE DES ECOLES PRIMAIRES LIBRES. INSPECTION

INSPECTION DES ÉCOLES PRIMAIRES PRIVÉES

La nature et l'étendue du droit d'inspection dans les écoles diffèrent sensiblement suivant qu'il s'agit de l'enseignement public ou de l'enseignement privé.

Dans les écoles publiques, l'inspection peut porter aussi bien sur l'enseignement, les programmes, les méthodes, le personnel que sur les locaux, l'hygiène, la salubrité. (Loi 30 octobre 1886, art. 9. Décr. 18 janvier 1887, art. 123 à 146, arr. 18 janv. 1887, art. 232 à 240.)

Dans les écoles privées, au contraire, l'inspec-

tion ne peut porter que sur la moralité, l'hygiène, la salubrité et sur l'exécution des obligations imposées à ces écoles par la loi du 28 mars 1882. Elle ne peut porter sur l'enseignement que pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois.

De plus, aux termes de l'article 168 du décret du 18 janvier 1887, il doit être ouvert dans toute école primaire privée un registre spécial destiné à recevoir les nom, prénoms, la date et le lieu de naissance des maîtres et des employés, l'indication des emplois qu'ils occupaient précédemment et des lieux où ils ont résidé, ainsi que la date des brevets et diplômes dont ils seraient pourvus (1).

Les autorités préposées à la surveillance de l'instruction publique doivent toujours se faire représenter ces registres quand elles inspectent les écoles.

L'inspection est exercée :

- 1° Par les inspecteurs généraux ;
- 2° Par les recteurs et inspecteurs d'Académie ;
- 3° Par les inspecteurs primaires, par des inspectrices primaires.

(1) Voir également la circulaire du 26 octobre 1901 relative à la tenue du registre du personnel dans l'enseignement privé.

4° Par des membres du conseil départemental. Les instituteurs et institutrices publics qui font partie du conseil départemental ne peuvent pas inspecter les écoles privées.

5° Par le maire et par les délégués cantonaux.

6° Les écoles maternelles sont, en outre, inspectées par les inspectrices générales.

7° Au point de vue médical, par les médecins inspecteurs communaux ou départementaux.

Concurremment avec les autorités instituées par la loi pour la surveillance et l'inspection des écoles, l'inspection des écoles maternelles est exercée : 1° par les inspectrices générales ; 2° par les inspectrices départementales.

L'inspection des locaux affectés aux pensionnaires et du régime intérieur des internats est confié à des dames déléguées par le ministre.

L'inspection porte exclusivement sur le régime intérieur du pensionnat et sur l'état des locaux affectés aux élèves internes.

Les inspecteurs généraux, recteurs, inspecteurs d'Académie et inspecteurs primaires ont le droit d'inspecter toutes les écoles privées, quelle qu'en soit la nature ; les recteurs dans la limite de leur Académie, les inspecteurs d'Académie dans les limites de leur département, les inspecteurs primaires dans les limites de leur ressort.

Inspectrices primaires. — La loi du 19 juillet 1889 dispose que des « inspectrices primaires peu-

vent être nommées aux mêmes conditions et dans les mêmes formes que les inspecteurs ».

Le conseil supérieur a estimé que la circonscription des inspectrices devait être fixée par le ministre et que, si leurs attributions pédagogiques sont d'une manière générale les mêmes que celles des inspecteurs, ils conviendrait de laisser aux inspecteurs seuls les questions contentieuses et administratives ayant trait soit à l'ouverture des *écoles privées*, soit aux créations d'écoles et, en général, aux relations de l'administration universitaire avec les municipalités. L'article 3 du décret du 17 janvier 1891 précise en ces termes leurs devoirs : « Les inspectrices primaires inspectent les écoles de filles, les écoles mixtes et les écoles maternelles, tant publiques que *privées*, de leur circonscription. »

» Elles assistent avec voix délibérative aux réunions des délégués cantonaux.

» Elles dirigent les enquêtes et instruisent les affaires dont elles sont chargées par l'inspecteur d'Académie.

» Elles donnent leur avis sur la nomination et l'avancement des institutrices, ainsi que sur les récompenses à accorder ou les peines disciplinaires à infliger au personnel des écoles de filles et des écoles maternelles.

» Le principal effort de l'inspectrice devra porter sur la partie pédagogique de sa tâche, sur l'organi-

sation et la surveillance des travaux manuels dans les écoles de filles, sur les principes d'éducation morale et, accessoirement, sur toutes les études et sur toutes les enquêtes ou informations spéciales dont le recteur ou l'inspecteur d'Académie pourra la charger dans les établissements publics et privés d'instruction primaire et professionnelle de jeunes filles. »

MEMBRES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ; MAIRE

ET DÉLÉGUÉS CANTONAUX

On sait qu'aux termes de l'article 50 de la loi du 30 octobre 1886, « le conseil départemental peut déléguer au tiers de ses membres le droit d'entrer dans tous les établissements d'instruction primaire, publics ou *privés*, du département.

Ces délégués se conformeront aux règles tracées pour l'inspection par l'article 9 (1).

La loi du 30 octobre 1886 apporte cependant toutefois, ainsi que nous l'avons signalé déjà, une

(1) Aux termes de l'article 9 de la loi du 30 octobre 1886, l'inspection des écoles privées porte sur la moralité, l'hygiène, la salubrité et sur l'exécution des obligations imposées à ces écoles par la loi du 28 mars 1882. Elle ne peut porter sur l'enseignement que pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale à la constitution et aux lois.

limitation à ce droit, en spécifiant (article 9) que les écoles privées ne peuvent être inspectées par les instituteurs et institutrices publics qui font partie du conseil départemental.

On sait également qu'aux termes de l'article 52 « le conseil départemental désigne un ou plusieurs délégués résidant dans chaque canton pour surveiller les écoles publiques et privées du canton et il détermine les écoles particulièrement soumises à la surveillance de chacun d'eux ».

Des termes de l'article 52, L. 30 octobre 1886, il semblerait résulter que les délégués cantonaux auraient la surveillance de toutes les écoles publiques et privées du canton, sauf au conseil départemental à déterminer les écoles plus particulièrement soumises à chacun d'eux.

Restreignant la portée de cette disposition, le décret du 18 janvier 1887 (article 138), confirmé par la circulaire ministérielle du 25 mars 1887, a expressément décidé que les délégués cantonaux n'auraient entrée que dans les écoles soumises spécialement par le conseil départemental à la surveillance de chacun d'eux.

La circulaire du 25 mars 1887 précise en termes très heureux le rôle du délégué cantonal.

Le délégué cantonal n'est pas inspecteur de l'enseignement primaire, on pourrait plutôt l'appeler l'inspecteur de l'éducation. Le service que la société attend de lui, ce n'est pas de corriger

des dictées ou des problèmes, de classer des copies d'élèves ou de mettre à l'épreuve le savoir des maîtres : on l'a chargé d'un office beaucoup moins précis, il est vrai, mais bien autrement délicat et dont l'importance ne peut lui échapper.

Il entre dans une classe, lui qui vient du dehors; il est impossible qu'il ne soit pas frappé de certains traits que, peut-être, ni l'instituteur, ni l'inspecteur ne remarquent plus. Plus sûrement que personne, il appréciera la tenue des élèves, l'entrain de la classe, l'ardeur ou l'inertie qui s'y trahit, les habitudes d'attention, d'ordre, de ponctualité, l'affection et la confiance que le maître a su inspirer, l'esprit enfin qui règne à l'école et qui se lit partout, sur les visages et dans les cahiers.

Les attributions du maire en matière d'enseignement primaire sont nombreuses.

En ce qui concerne les écoles privées, nous avons vu qu'il reçoit les déclarations d'ouverture des établissements privés et a le droit d'y former opposition.

Il a, en outre, le droit d'inspecter tous les établissements d'enseignement publics ou privés situés sur le territoire de sa commune (L. 30 octobre 1886, article 9) (1).

(1) Le maire a le droit d'inspecter lui-même ou de faire inspecter par des médecins les écoles privées au point de vue de l'hygiène.

L'inspection générale des écoles maternelles est confiée à des femmes nommées par le ministre de l'Instruction publique, qui sont au nombre de quatre.

L'article 183 décr. 18 janvier 1887 indique les conditions d'âge et de grade requises pour obtenir cette fonction.

Dans les départements, des inspectrices peuvent être nommées également par le ministre pour les écoles maternelles à raison d'une inspectrice pour un ou plusieurs départements.

Les conditions d'âge et de grade requises pour être nommée inspectrice départementale des écoles maternelles sont indiquées par l'article 134 (décr. 18 janvier 1887).

Les inspectrices départementales sont chargées de l'inspection des écoles maternelles tant publiques que privées (décr. 18 janvier 1887, art. 134).

Comme les inspecteurs et inspectrices primaires, les inspectrices départementales sont placées sous l'autorité immédiate de l'inspecteur d'Académie ; elles ne reçoivent d'instruction que de lui,

Il ne s'ensuit pas qu'il ait qualité pour prendre un arrêté permanent prescrivant un ensemble de mesures d'hygiène applicables aux écoles privées. En ce sens : Cons. d'Etat, arrêt du 5 mai 1899. S. Claudon c. Maire d'Orléans. (*Revue communale*, 1899, p. 398).

du recteur, des inspecteurs généraux et du ministre (même décr., art. 128 et 135).

Au point de vue médical, ainsi que le précise l'article 9 de la loi du 30 octobre 1886, l'inspection des établissements primaires est exercée par les médecins inspecteurs communaux ou départementaux.

L'inspection des écoles privées porte sur l'hygiène.

Voici à titre documentaire le règlement modèle relatif aux prescriptions hygiéniques à prendre dans les écoles primaires pour prévenir et combattre les épidémies :

CHAPITRE I

Mesures générales à prendre pour éviter l'éclosion des maladies contagieuses

Article premier. — Les écoles doivent être pourvues d'eau pure (eau de source, eau filtrée ou bouillie). L'eau pure seule sera mise à la disposition des élèves.

Art. 2. — Les cabinets d'aisance des écoles ne doivent pas communiquer directement avec les

classes. Les fosses doivent être étanches et le plus possible éloignées des puits.

Art. 3. — Pendant la durée des récréations et le soir après le départ des élèves, les classes doivent être aérées par l'ouverture de toutes les fenêtres.

Art. 4. — Le nettoyage du sol ne doit pas être fait à sec par le balayage, mais au moyen d'un linge ou d'une éponge mouillée, promenée sur le sol.

Art. 5. — Hebdomadairement il est fait un lavage du sol à grande eau et avec un liquide antiseptique.

Un lavage analogue des parois doit être fait au moins deux fois par an, notamment aux vacances de Pâques et aux grandes vacances.

Art. 6. — La propreté de l'enfant est surveillée à son arrivée. Chaque enfant doit se laver les mains au lavabo avant la rentrée en classe après chaque récréation.

CHAPITRE II

Mesures générales à prendre en présence d'une maladie contagieuse

Art. 7. — Le licenciement de l'école ne doit être prononcé que dans les cas spécifiés à l'article 14. Auparavant l'on doit recourir aux évictions successives et employer les mesures de désinfection prescrites ci-après.

Art. 8. — Tout enfant atteint de fièvre doit être immédiatement éloigné de l'école ou envoyé à l'infirmerie dans le cas d'internat.

Art. 9. — Tout enfant atteint d'une maladie contagieuse bien confirmée doit être éloigné de l'école et, sur l'avis du médecin chargé de l'inspection, cette éviction peut s'étendre aux frères et sœurs dudit enfant ou même tous les enfants habitant la même maison.

Art. 10. — La désinfection de la classe est faite, soit dans l'entre-classe, soit le soir après le départ des élèves.

Elle comprend :

Le lavage de la classe (sol et parois) avec une solution antiseptique.

La désinfection par pulvérisation des cartes et objets scolaires appendus au mur.

La désinfection par lavage des tables, bancs, meubles, etc.

La désinfection complète du pupitre de l'élève malade. La destruction par le feu des livres, cahiers, etc., de l'élève malade, et des jouets ou objets qui auraient pu être contaminés dans les écoles maternelles.

Art. 11. — Il est adressé à la famille de chaque enfant atteint d'une affection contagieuse une instruction sur les précautions à prendre contre les contagions possibles et sur la nécessité de ne renvoyer l'enfant qu'après qu'il aura été baigné ou lavé plusieurs fois au savon et que tous ses habits auront subi soit la désinfection, soit un lavage complet à l'eau bouillante.

Art. 12. — Les enfants qui ont été malades ne pourront rentrer à l'école qu'avec un certificat médical et après qu'il se sera écoulé, depuis le début de la maladie, une période de temps égale à celle prescrite par les instructions de l'Académie de médecine.

Art. 13. — Dans le cas où le licenciement est reconnu nécessaire, il est envoyé à chaque famille, au moment du licenciement, un exemplaire de

l'instruction relative à la maladie épidémique qui l'aura nécessité.

CHAPITRE III

Mesures particulières à prendre pour chaque maladie contagieuse

Art 14. (Modifié par l'arrêté du 1^{er} juillet 1907).

— Sur l'avis du médecin inspecteur, les mesures suivantes doivent être prises, conformément aux indications contenues dans le rapport adopté par le Comité consultatif d'hygiène annexé, lorsque les maladies ci-dessous sévissent dans une école.

VARIOLE. — *Eviction des enfants malades*

(Durée : 40 jours)

Destruction de leurs livres et cahiers.

Désinfection générale.

Revaccination de tous les maîtres et élèves.

SCARLATINE. — *Eviction des enfants malades*

(Durée : 40 jours)

Destruction de leurs livres et cahiers.

Désinfection générale.

Licenciement si plusieurs cas se produisent en quelques jours malgré toutes précautions.

ROUGEOLE. — *Eviction des enfants malades*

(Durée : 16 jours)

Destruction de leurs livres et leurs cahiers.

Au besoin licenciement des enfants au-dessous
de six ans.

VARICELLE. — *Evictions successives des malades*

OREILLONS. — *Eviction successive de chacun
des malades*

(Durée : 10 jours)

DIPHTÉRIE. — *Eviction des malades*

(Durée : 40 jours)

Destruction des livres, des cahiers, des jouets
et objets qui ont pu être contaminés.

Désinfections successives.

COQUELUCHE. — *Evictions successives*

(Durée : 3 semaines)

CHAPITRE IV

FERMETURE DES ECOLES ET RETRAIT DU DROIT D'ENSEIGNER

Les infractions aux lois et règlements concernant l'ouverture ou la tenue d'une école privée sont sanctionnées par des peines dont quelques-unes sont très rigoureuses.

L'art. 40 décide : « Quiconque aura ouvert ou dirigé une école sans remplir les conditions prescrites par les articles 4, 7 et 8 ou sans avoir fait les déclarations exigées par les articles 37 et 38, ou avant l'expiration du délai spécifié à l'article 38, dernier paragraphe, ou enfin en contravention avec les prescriptions de l'article 36, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit et condamné à une amende de 100 à 1000 francs.

L'école sera fermée.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de six jours à un mois et à une amende de 500 à 2000 francs.

Les mêmes peines seront prononcées contre celui qui, dans le cas d'opposition formée à l'ouverture de son école, l'aura ouverte avant qu'il ait été statué sur cette opposition, ou malgré la décision du conseil départemental qui aura accueilli l'opposition, ou avant la décision d'appel.

L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué.

De la combinaison des art. 4, 7, 8, 37, 38 et 40 L. 30 octobre 1886, il résulte que les pénalités prévues par le dernier de ces articles comporte les neuf cas d'application suivants :

1° Ouverture d'une école par un instituteur n'ayant pas la qualité de Français et n'ayant pas d'ailleurs été régulièrement autorisé.

2° Ouverture d'une école par un instituteur ne remplissant pas les conditions de grade requis.

3° Ouverture d'une école par un instituteur n'ayant pas l'âge requis.

4° Ouverture ou tenue d'une école par un instituteur qui emploie un ou plusieurs adjoints ne

remplissant pas les conditions d'âge ou de grade exigées par la loi (1).

5° Ouverture d'un cours d'adultes sans l'observation des conditions prescrites par la loi du 30 août 1886.

6° Ouverture sans déclaration préalable (2).

7° Ouverture d'école avant le délai d'un mois prescrit par la loi du 30 octobre 1886 (art. 38) ou malgré la confirmation de l'opposition par le

(1) Le chef d'institution qui emploie dans son école comme chargée de classe une personne ne remplissant pas les conditions déterminées par la loi commet l'infraction prévue par l'article 4 L. 30 oct. 1886 et punie par l'art. 40 de la même loi. Jur. constante.

La contravention n'existe point si l'instituteur qui ne remplit pas les conditions prescrites par la loi est employé non à la tenue d'une classe comme adjoint, mais comme simple auxiliaire sous la surveillance et la responsabilité du directeur de l'école.

(2) Le fait d'avoir ouvert et dirigé une école primaire privée sans avoir au préalable rempli la formalité de la déclaration prescrite par la loi, constitue non un délit instantané, mais un délit successif qui se continue jusqu'au jour de la disparition ou du changement de direction de l'école illégalement ouverte.

L'intérêt de la question consiste dans le point de départ de la prescription qui, dans le cas d'un délit continu ou successif, court seulement du jour où sa perpétration a cessé et non du jour où elle a commencé. Voir note sur arrêt d'Aix du 25 janvier 1882 (S. 84. 2. 31).

conseil départemental, ou encore dans le cas où l'appel a été interjeté devant le conseil supérieur.

8° Admission dans une école d'enfants des deux sexes sans autorisation du conseil départemental dans le cas où cette autorisation est requise.

9° Admission dans une école d'enfants au-dessous de six ans dans le cas où elle est interdite par la loi.

FERMETURE D'ÉCOLE

Au milieu des dispositions pénales prévues par l'article 40 de la loi du 30 octobre 1886, entre celles qui prévoient le délit simple et celles qui prévoient la récidive, l'article 40 contient un alinéa ainsi conçu : « L'école sera fermée. »

L'interprétation de ce § 2 de l'article 40 a donné lieu à une intéressante discussion juridique.

On s'est tout d'abord demandé si l'autorité judiciaire est compétente pour prononcer la fermeture de l'école ou si, au contraire, ce droit n'appartient point à l'autorité administrative. ?

La Cour de cassation décide que l'autorité judiciaire, saisie de poursuites pour ouverture d'école libre sans déclaration préalable, a compétence pour ordonner la fermeture de l'école (1).

(1) Voir Cass., 30 mars 1901 et 15 juin 1901. S. et P. 1902. 1. 153.

Des arrêts de Cour d'appel que nous allons examiner ont pourtant décidé que c'est là une mesure que seule l'autorité administrative peut appliquer et ordonner.

La Cour d'Angers a en effet décidé, le 20 février 1892 (S. et P. 1893. 2. 241) : « Attendu qu'à tort le tribunal, dans le dispositif du jugement, a dit que l'école serait fermée, cette mesure d'exécution n'appartenait qu'à l'autorité administrative. »

Le 9 avril 1892, la Cour de Limoges a statué dans le même sens (S. et P. 1893. 2. 246) : « Attendu que la déposition a un caractère purement administratif et qu'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'en faire l'application. »

M. Esmein, dans sa note sous Cass. 30 mars 1901 et 15 juin 1901, S. 1902. 1. 152, fait remarquer que probablement les Cours d'Angers et de Limoges admettaient que, de la condamnation à l'amende prononcée par le tribunal correctionnel, conformément à l'article 40, résultait directement et de plein droit la fermeture de l'école, encourue sans qu'il fût nécessaire de la prononcer. Il n'y avait plus qu'à la faire exécuter et ce soin revenait naturellement à l'autorité administrative.

Mais cette thèse est juridiquement contraire à l'esprit et au texte de l'article 40 de la loi de 1886. En sens contraire, on peut, en effet, invoquer un amendement à l'art. 40 proposé par M. de la Botie à la Chambre des députés et qui avait pour

objet d'ajouter aux mots : « L'école sera fermée », ceux-ci : « après notification du jugement prescrivant cette fermeture. » (S. Lois annotées de 1887, p. 193, note 103. P. lois décr. est. de 1887, p. 332, note 163.)

Cet amendement a été repoussé, mais on peut dire que les termes dans lesquels il était rédigé et qui n'ont donné lieu à aucune observation paraissent bien démontrer que l'on était d'accord à la Chambre des députés pour reconnaître que c'était au tribunal qu'il appartenait d'ordonner la fermeture de l'école ; cette argumentation est, à la vérité, bien fragile, car ce n'est guère dans les termes d'un amendement rejeté par la Chambre que l'on peut rechercher l'interprétation du texte de la loi que cet amendement avait pour but de modifier. Mais l'article 42 de la loi fournit une raison meilleure de penser que l'on entendait, dans la rédaction de l'article 40, réserver au tribunal correctionnel le droit d'ordonner la fermeture de l'école. L'article 42 dispose, en effet, que « tout directeur d'école privée qui refusera de se soumettre à la surveillance et à l'inspection des autorités scolaires, dans les conditions établies par la présente loi, sera traduit devant le tribunal correctionnel et condamné à une amende de 55 à 500 francs. Si le refus a donné lieu à deux condamnations dans l'année, *la fermeture de l'école sera ordonnée par le jugement qui prononcera la*

seconde condamnation. » Si, dans cette hypothèse, c'est au tribunal qu'il appartient d'ordonner la fermeture de l'école, on ne voit pas pourquoi il en serait autrement dans l'hypothèse de l'art. 40.

C'est ce que la Cour de cassation a très juridiquement admis :

« Attendu qu'il résulte de la discussion de l'article 40 de la loi du 30 octobre 1886, et du rapprochement de cet article avec l'article 42 de la même loi, que les tribunaux correctionnels ont compétence pour statuer sur la fermeture de l'école. »

La Cour de cassation décide en outre que, dans les cas prévus par l'article 40, la fermeture de l'école « n'est point simplement facultative, mais qu'elle a un caractère obligatoire ».

Il est intéressant d'analyser les motifs sur lesquels repose cette décision, c'est d'abord un argument de texte.

Les termes de l'alinéa de l'article 40 sont en effet tout particulièrement impératifs, et comme le fait remarquer M. Esmein « ils ont subi l'épreuve du temps ». Cette formule impérieuse se trouve tout d'abord dans la loi du 28 juin 1833 article 6, où son sens est hors de doute, de là elle a passé avec le même sens et une application élargie dans la loi du 15 mars 1850 article 29 ; elle a été reprise enfin par la loi du 30 octobre 1886, (art. 40).

Quelle est d'ailleurs la nature de la sanction

qu'édicte l'article 40 § 2. La fermeture de l'école est-elle une peine au sens propre du mot ? La Cour suprême ne le pense pas. Pour elle, « cette disposition constitue seulement une mesure d'intérêt général et d'ordre public ; si l'article 40 susvisé dispose *in fine* que l'article 463 du Code pénal pourra être appliqué, cette disposition qui permet de modérer les peines de prison et d'amende qu'édicte le dit article 40 reste sans application à la disposition relative à la fermeture de l'école, laquelle ne rentre pas dans les prévisions de l'article 463 » (*Contra* Trib. d'Hazebrouk, 9 septembre 1893, S. et P. 1894.2.118) (1). La fermeture de l'école ne figure pas d'ailleurs sur la liste des peines que contient le Code pénal article 6 et suivants et qui certainement est limitative.

(1) Au surplus, comme le fait très finement remarquer M. Esmein, alors même que la fermeture de l'école aurait dans l'article 40 le caractère d'une véritable peine, les circonstances atténuantes admises par le juge ne lui permettraient pas de ne pas le prononcer. Il faut un texte pour que le juge puisse se dispenser de prononcer une peine qu'édicte la loi et ce texte ici ne se trouve point dans l'art. 463. Il en serait de la fermeture de l'école comme de la confiscation spéciale (art. 11, C. pén.) que les circonstances atténuantes ne permettent point d'écarter lorsque la loi la prononce.

Mais si cette sanction a un caractère répressif fortement marqué et n'est point cependant une peine proprement dite, quelle est donc sa nature ? Ce ne peut être qu'une pénalité disciplinaire : comme les peines disciplinaires elle a pour but principal de maintenir le bon ordre dans l'exercice d'une profession réglementée en frappant les contrevenants.

Une objection cependant est possible. S'il s'agit d'une pénalité disciplinaire, il semble qu'elle devrait être prononcée non pas par la jurisprudence correctionnelle, mais par la juridiction disciplinaire en matière scolaire. Mais souvent le législateur remet à un tribunal judiciaire l'exercice de la répression disciplinaire et tel était justement en notre matière le système établi par la loi du 28 juin 1883 où la disposition en question apparaît pour la première fois avec la liberté de l'enseignement primaire (1).

La Cour de cassation tire de son interprétation une conséquence importante, elle déclare que la fermeture de l'école présente essentiellement les

(1) La juridiction disciplinaire en matière d'enseignement primaire a-t-elle le droit de la prononcer de son côté. Cela supposerait qu'elle peut connaître, considérés comme fautes disciplinaires des faits dont les art. 40 et 42 font d'autre part des délits correctionnels. (Voir l'affirmation soutenue par M. H. Esmein dans la note précitée.)

caractères d'une mesure d'intérêt général et d'ordre public ; qu'à ce titre, elle ne peut légalement recevoir son application en dehors des cas où elle a pour but et doit avoir pour résultat au moment où elle est ordonnée de mettre fin à un état de fait contraire à la loi (1).

Si l'on tient, en effet, la fermeture de l'école pour une mesure d'intérêt général et d'ordre public ne doit-on pas reconnaître qu'à ce titre même, elle ne saurait loyalement recevoir son application en dehors des cas où elle a pour but et doit avoir pour résultat au moment où elle est ordonnée de mettre fin à un état de fait contraire à la loi ? Fermeture soit dans le cas où la contravention constatée rend irrégulière l'existence de l'école, mais à quoi bon quand la contravention résulte d'un fait passager et qui a disparu, au moment où le juge prononce la peine d'amende ou d'emprisonnement encourue ? On voit quelles sont dans ce système les deux branches de l'alternative.

L'état de fait qui motive la condamnation subsiste-t-il au moment où celle-ci est prononcée ? Le juge doit nécessairement ordonner la fermeture de l'école, nonobstant l'application de l'article 40, nonobstant aussi le sursis à l'exécution de ces

(1) Cass., 30 mars 1901, 2 arrêts, et 15 juin 1901 (motifs) S. et P., 1902, 1. 153 et la note de M. Esmein.

peines. Au contraire, l'état de fait contraire à la loi a-t-il cessé d'exister ? Le juge doit sans doute prononcer la peine d'amende ou d'emprisonnement édictée dans l'article 40, mais il ne peut pas légalement, le voulût-il, ordonner la fermeture qui ne représenterait alors qu'une mesure purement arbitraire et un dommage inutile.

L'article 42 de la loi du 30 octobre 1886 réprime, lui, l'inobservation des prescriptions de la loi réglementant le droit de surveillance et d'inspection de l'État.

« Tout directeur d'école privée qui refusera de se soumettre à la surveillance et à l'inspection des autorités scolaires dans les conditions établies par la présente loi, sera traduit devant le Tribunal correctionnel et condamné à une amende de 50 à 500 francs. En cas de récidive, l'amende sera de 100 à 1.000 francs. L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué. Si le refus a donné lieu à deux condamnations dans l'année, la fermeture de l'établissement sera ordonnée par le jugement qui prononcera la seconde condamnation. »

L'interprétation de l'article 42 n'a soulevé aucune difficulté.

Son texte est en effet très clair. Il donne expressément compétence à la juridiction correctionnelle. « La fermeture sera ordonnée par le jugement... Notons que ce n'est qu'au cas où le refus a donné lieu à deux condamnations dans l'année

que la fermeture de l'établissement sera ordonnée par le jugement. »

Aux termes de l'article 41 de la loi du 30 octobre 1886, tout instituteur privé pourra, sur la plainte de l'inspecteur d'Académie, être traduit, pour cause de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, d'inconduite ou d'immoralité, devant le conseil départemental et être censuré ou interdit de l'exercice de sa profession soit dans la commune où il exerce, soit dans le département, selon la gravité de la faute commise. Il peut même être frappé d'interdiction à temps, ou d'interdiction absolue par le conseil départemental dans la même forme et suivant la même procédure que l'instituteur public. L'instituteur frappé d'interdiction peut faire appel devant le conseil supérieur dans la même forme et selon la même procédure que l'instituteur public. Cet appel ne sera pas suspensif.

Les peines disciplinaires applicables aux membres de l'enseignement privé sont donc :

1° La censure ;

2° L'interdiction d'enseigner absolue ou à temps ou dans une commune ou dans un département.

Des termes de la loi du 30 octobre 1886, il résulte que la censure contre un membre de l'enseignement privé est prononcée non par l'inspecteur d'Académie, comme lorsqu'il s'agit d'un membre de l'enseignement public, mais par le

conseil départemental. En outre, l'article 41 précité, ne disant pas expressément comme pour les instituteurs publics que le jugement qui prononcera la censure pourra être inséré au Bulletin des actes administratifs, cette insertion ne pourrait être ordonnée lorsque la censure est infligée à un instituteur privé (1) (Déc. min. instr. publ., 19 avril 1887, *Bull. de la Soc. d'Education*, 1887, p. 370).

L'interdiction peut être prononcée à temps, et alors on lui applique la durée de cinq ans fixée pour les instituteurs publics, ou être absolue ; quant aux fautes graves et aux faits d'immoralité, il n'y a pas lieu de s'arrêter à les caractériser : ils seront appréciés en fait dans chaque espèce.

L'interdiction d'exercer sa profession prononcée contre un instituteur libre par le conseil départemental et par le conseil supérieur de l'instruction publique a ce caractère d'une mesure de répression disciplinaire (2) ; elle peut, en consé-

(1) Cette insertion constituerait, en effet, une aggravation de peine non prévue par l'article 41 ; elle ne saurait donc être infligée, en raison du principe admis en matière de pénalités : « Nulla poena sine lege ».

(2) Il a été jugé que l'interdiction d'exercer sa profession prononcée contre un instituteur libre par le conseil départemental et par le conseil supérieur de l'instruction publique a le caractère d'une mesure de répression discipli-

quence, être prononcée, alors même que le tribunal correctionnel a condamné l'instituteur à l'amende pour le même fait (1) (Cons. d'État, 25 février 1875, D. P. 3. 68).

La procédure devant le conseil départemental, le droit d'appel au conseil supérieur, sont les

naire, l'article 41 de la loi du 30 octobre 1886 n'indiquant pas de pénalité contre l'instituteur qui ne se soumet pas à cette injonction (Trib. correct. Laval, 29 janvier 1908. *Gaz. des Trib.*, du 8 mars 1908).

Dans le silence de ladite loi l'interdiction d'enseigner n'entraîne pas la fermeture instantanée de l'école précédemment tenue par l'instituteur frappé (*ibid.*).

Si donc ce dernier contre lequel a été prononcée par le conseil départemental l'interdiction d'enseigner et qui a interjeté appel, n'a pas fermé son école, tant que le conseil supérieur de l'instruction publique n'a pas statué sur cet appel, il ne commet pas une infraction à l'article 40 de la loi du 30 octobre 1886 (*ibid.*).

Dans la même sens voir Trib. Château-Gontier, 17 juillet 1907. *Gaz. des Trib.* du 8 mars 1908.

(1) La loi du 28 mars 1882 (art. 11) établit un système de peines disciplinaires spéciales à l'égard des directeurs d'école privée qui ne se conforment pas aux prescriptions édictées par ladite loi sur la tenue du registre d'appel constatant les absences et sur l'envoi mensuel d'un extrait de ce registre au maire et à l'inspecteur primaire : ces peines sont les suivantes : 1° l'avertissement ; 2° la censure ; 3° la suspension d'un mois et plus, et, en cas de récidive dans l'année scolaire, pour trois mois au plus.

mêmes pour un membre de l'enseignement privé que pour un membre de l'enseignement public.

Il nous semble intéressant de transcrire le texte même du décret du 4 décembre 1886, déterminant les règles de la procédure pour l'instruction, le jugement et l'appel des affaires disciplinaires de l'enseignement primaire.

CONCLUSION

Nous avons vu combien péniblement la liberté de l'enseignement avait triomphé en France. Nous avons examiné les divers moyens que l'Etat s'était réservé pour contrôler le fonctionnement des écoles libres.

Il nous reste à nous demander si le régime légal ainsi établi donne satisfaction à tous ou si au contraire sa stabilité est sérieusement menacée.

La question du monopole de l'enseignement se pose à nouveau devant le pays.

Elle a d'ailleurs perdu de sa primitive simplicité. On propose de nombreux amendements qui viendraient tempérer la rigueur de la loi l'établissant.

Devant la nouvelle apparition de ce danger, les libéraux organisent une bruyante résistance et cherchent à gagner à leur cause les masses populaires.

Parmi les républicains, de très hautes person-

nalités se déclarent aussi les irréductibles adversaires du monopole de l'enseignement.

Avant d'examiner — brièvement — les arguments que l'on invoque de part et d'autre, constatons que le monopole a une tendance à s'établir en fait.

Cette tendance est nettement marquée dans l'enseignement supérieur et secondaire.

Il ne faut en effet pas perdre de vue que l'enseignement libre laïque n'existe pas en France. Qui dit enseignement libre dit enseignement congréganiste. Or la loi de 1904 a fait disparaître le danger que l'enseignement congréganiste pouvait faire courir à l'Etat laïque.

En fait, les statistiques démontrent que les écoles libres n'ont plus l'importance qu'elles avaient, il y a quelques années.

Sait-on quel est le chiffre des institutrices ou instituteurs dans le département de l'Hérault ? 2017 exactement pour les écoles élémentaires et 162 directrices ou sous-directrices d'écoles maternelles, soit en tout 2174 membres.

Sur ce nombre de 2174, 1547 maîtres et maîtresses appartiennent à l'enseignement public.

L'enseignement privé comprend : 152 instituteurs dont 147 laïques et 5 congréganistes, et 475 institutrices y compris les maîtresses des écoles maternelles dont 473 laïques et 2 congréganistes.

Ces chiffres sont en diminution très sensible sur les chiffres des années précédentes.

Le monopole a donc une tendance à s'établir en fait. Doit-on hâter cette évolution ?

L'éventualité de l'établissement du monopole n'a encore pas été très sérieusement envisagée par le gouvernement.

Mais les différentes fractions politiques de notre pays ont déjà nettement affirmé leurs opinions sur cette question. Examinons-les.

En faveur du monopole, on soutient : « Il faut que l'autorité des pères de famille soit remise entre les mains des citoyens les plus intelligents et les plus clairvoyants et que leur tutelle s'exerce pour protéger le cerveau, l'intelligence de l'enfant... Il faut surtout que l'*État assure l'unité de l'enseignement dans la nation*. On a souvent déploré qu'il y eût en France deux jeunesses, l'une en marche vers l'avenir et l'autre qui tourne le dos au progrès, qui a les yeux fixés sur le passé, qui résiste de toutes ses forces à cette marche en avant de ces jeunes cerveaux émancipés par nos éducateurs laïques, par ces instituteurs que la République nous a donnés et qu'anime l'esprit de la Révolution. Comment faire cette unité de l'enseignement si nous avons des règles opposées, les unes cléricales et réactionnaires, les autres laïques et démocratiques, des écoles pour les fils des prolétaires et des écoles pour les fils de bourgeois ? Il faut, et

le programme n'est pas nouveau et la formule n'est pas nouvelle, c'est la Révolution, dit Lepelletier de Saint-Fargeau, qui nous ont donné ce programme et cette formule, il faut que tous les enfants de la nation soient élevés par la nation dans les mêmes écoles sous la sainte loi de l'égalité. »

On soutient encore : « L'Etat seul peut donner un enseignement neutre, purement désintéressé. Enseigner ne peut être — c'est une mission trop haute et trop délicate — soit une opération commerciale, soit une opération professionnelle. L'État seul peut donner l'enseignement laïque et désintéressé, partant purement scientifique, car il n'est pas tenu par le souci du-gagne pain et du dogme.

En principe, en doctrine, enseigner est de l'essence même un attribut propre de l'État.

La thèse opposée a également dans tous les partis des défenseurs zélés.

« Le monopole, c'est la doctrine d'État régnant dans l'Université ; c'est la doctrine napoléonienne sous l'Empire, la doctrine cléricale sous la Restauration, cousinienne vers Louis-Philippe. »

Nous ne développerons pas les arguments invoqués en faveur du maintien de la liberté d'enseignement. On les retrouvera mentionnés dans les considérations historiques que nous avons placées en tête de cet ouvrage. Les mêmes objections sont

soulevées en présence des mêmes prétentions. On a justement dit que l'histoire est un éternel recommencement.

En dehors des considérations générales sur la liberté, il est une objection qui s'impose à la réflexion des partisans du monopole, c'est la charge financière considérable que l'État devrait supporter si le Parlement votait le monopole. Et cette objection a une si réelle valeur qu'aujourd'hui le gouvernement ne songe pas encore à saisir les Chambres de cette réforme dont l'utilité et la légitimité sont d'ailleurs fort discutables.

APPENDICE

DÉCRET

Déterminant les règles de procédure pour l'instruction, le jugement et l'appel des affaires disciplinaires de l'enseignement primaire.

*(Lois des 30 octobre 1886, art. 30 et 31,
et 4 décembre 1886.)*

Article Premier. — Lorsque le conseil départemental est appelé, soit à émettre un avis, soit à statuer en matière disciplinaire, il est saisi par l'inspecteur d'Académie, qui lui adresse, avec les pièces de l'affaire, un mémoire énonçant les faits incriminés et indiquant la peine dont l'application est demandée.

L'arrivée des pièces et du mémoire au secréta-

riat du conseil est constatée par l'inscription faite à sa date sur un registre spécial.

Art. 2. — Le service du secrétariat est confié au secrétaire greffier du conseil de préfecture.

Art. 3. — Aussitôt après l'arrivée des pièces, le préfet désigne un rapporteur pris parmi les membres du conseil départemental.

Le rapporteur procède à l'instruction de l'affaire, recueille les renseignements et témoignages, appelle s'il y a lieu l'inculpé, par une simple lettre énonçant les faits, et l'entend en ses moyens de défense.

Art. 4. — Quand l'instruction est terminée, le rapporteur en avise le président, qui porte l'affaire au rôle de la prochaine session et fixe le jour où elle sera appelée en séance.

Au jour fixé, le rapporteur expose les faits, résume les moyens de défense et donne lecture d'un projet de décision.

Art. 5. — Lorsqu'il s'agit d'appliquer la peine de la censure à un membre de l'enseignement public, le conseil départemental déclare, dans un avis motivé, s'il y a lieu de condamner ou de renvoyer l'inculpé. Expédition de cet avis est adressée à l'inspecteur d'Académie qui statue définitivement.

Lorsque la poursuite est dirigée contre un membre de l'enseignement privé, le conseil dépar-

temental, soit qu'il renvoie l'inculpé, soit qu'il prononce la censure, statue définitivement.

Art. 6. — Si la peine dont l'application demandée est la révocation, le préfet notifie administrativement à l'inculpé, cinq jours au moins à l'avance, le jour et l'heure de la séance, en l'avertissant qu'il a le droit de comparaître en personne et de prendre, au secrétariat du conseil départemental, communication, sans déplacement, des pièces de l'instruction.

Art. 7. — Si le préfet, après avis du conseil départemental, prononce la révocation, il notifie administrativement son arrêté à l'inculpé. La notification lui fait connaître qu'il peut se faire délivrer copie de l'avis motivé du conseil et qu'il a le droit de faire appel devant le ministre de l'Instruction publique, par une simple lettre enregistrée au secrétariat du conseil, dans le délai de vingt jours, à partir de la notification. Il en est accusé réception.

Le recours et les pièces de l'affaire sont immédiatement transmis par les soins du préfet au ministre de l'Instruction publique, qui statue d'urgence.

Art. 8. — Il est procédé dans les formes édictées par l'article 6, dans le cas où le conseil départemental est appelé à donner son avis, avis motivé sur le déplacement par mesure disciplinaire ou sur la révocation d'un directeur ou d'une direc-

trice d'école primaire supérieure ou d'école manuelle d'apprentissage, ou l'un des professeurs énumérés par l'article 24 de la loi du 30 octobre 1886. L'avis motivé du conseil est transmis par les soins du préfet au ministre de l'Instruction publique, qui statue définitivement.

Art. 9. — Lorsqu'il s'agit de prononcer l'interdiction contre un membre de l'enseignement public ou privé, à la suite des condamnations pénales prévues par l'article 5 de la loi du 30 octobre 1886 (contrairement à ces dispositions, il résulte de la jurisprudence du conseil supérieur que le conseil départemental n'a pas à prononcer l'interdiction en pareil cas, attendu que l'incapacité d'enseigner résulte des condamnations visées à l'article 5 de la loi du 30 octobre 1886), ou à la suite des faits signalés par l'inspecteur d'Académie, l'inculpé est cité par le préfet, huit jours au moins avant la séance, à comparaître en personne. La citation lui fait connaître qu'il a le droit de se faire assister par un défenseur et de prendre au secrétariat, sans déplacement des pièces, communication du dossier.

Art. 10. — Si l'inculpé, régulièrement cité, ne comparaît pas, sans cause d'excuse reconnue légitime, le conseil, après avoir entendu le rapport, peut passer outre au jugement de l'affaire. Sa décision ne peut être attaquée que par la voie de l'appel.

Art. 11. — Si l'inculpé est présent, il est, après l'audition du rapport, interrogé par le président. Le conseil entend les témoins, s'il y a lieu. Le défenseur est ensuite admis à présenter les moyens de défense.

Art. 12. — Le recours contre la décision du conseil départemental qui prononce l'interdiction est formée par simple lettre enregistrée au secrétariat du conseil départemental dans le délai de vingt jours à partir de la notification du jugement qui est faite administrativement par le préfet.

Cette lettre est immédiatement adressée au ministre de l'Instruction publique qui en saisit le conseil supérieur.

Art. 13. — La discussion à laquelle donne lieu une affaire disciplinaire et les opinions émises dans le délibéré ne sont pas relatées au procès-verbal.

Les décisions contiennent le visa des pièces qui constatent l'accomplissement des formalités légales et mentionnent les noms des membres qui y ont pris part.

Art. 14. — La minute de la décision est signée par le président, par le rapporteur et par le membre du conseil départemental élu secrétaire. Elle est déposée et conservée au secrétariat avec la correspondance et les pièces relatives à l'instruction. Les décisions sont en outre transcrites par ordre de date sur un registre spécial dont la

tenue et la garde sont confiées au secrétaire-greffier du conseil de préfecture.

Loi du 30 octobre 1886

TITRE III

De l'Enseignement privé

Art. 35. — Les directeurs et directrices des écoles primaires privées sont entièrement libres dans le choix des méthodes, des programmes et des livres, réserve faite pour les livres qui auront été interdits par le conseil supérieur de l'Instruction publique en exécution de l'article 5 de la loi du 27 février 1880.

Art. 36. — Aucune école privée ne peut prendre le titre d'école primaire supérieure si le directeur et la directrice ne sont munis des brevets exigés pour les directeurs ou directrices des écoles primaires supérieures publiques.

Aucune école privée ne peut, sans l'autorisation du conseil départemental, recevoir d'enfants des deux sexes, s'il existe au même lieu une école privée ou publique spéciale aux filles.

Aucune école privée ne peut recevoir des enfants au-dessous de 6 ans, s'il existe dans la commune une école maternelle publique ou une classe enfantine publique, à moins qu'elle-même ne possède une classe enfantine.

Art. 37. — Tout instituteur qui veut ouvrir une école privée doit préalablement déclarer son intention au maire de la commune où il veut s'établir et lui désigne le local.

Le maire remet immédiatement au postulant un récépissé de sa déclaration et fait afficher celle-ci à la porte de la mairie pendant un mois.

Si le maire juge que le local n'est pas convenable pour raisons tirées des bonnes mœurs ou de l'hygiène, il forme dans les huit jours opposition à l'ouverture de l'école et en informe le postulant.

Les mêmes déclarations doivent être faites en cas de changement du local de l'école ou en cas d'admission d'élèves internes.

Art. 38. — Le postulant adresse les mêmes déclarations au préfet, à l'inspecteur d'Académie et au procureur de la République ; il y joint, en outre, pour l'inspecteur d'Académie, son acte de naissance, ses diplômes, l'extrait de son casier

judiciaire, l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes, le plan des locaux affectés à l'établissement et, s'il appartient à une association, une copie des statuts de cette association.

L'inspecteur d'Académie, soit d'office, soit sur la plainte du procureur de République, peut former opposition à l'ouverture de l'école privée dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'hygiène.

Lorsqu'il s'agit d'un instituteur public révoqué et voulant s'établir dans la commune où il exerçait, l'opposition peut être faite dans l'intérêt de l'ordre public.

A défaut d'opposition, l'école est ouverte à l'expiration du mois sans autre formalité.

Art. 39. — Les oppositions à l'ouverture d'une école privée sont jugées contradictoirement par le conseil départemental dans le délai d'un mois.

Appel peut être interjeté de la décision du conseil départemental dans les dix jours à partir de la notification de cette décision. L'appel est reçu par l'inspecteur d'Académie ; il est soumis au conseil supérieur de l'instruction publique dans sa plus prochaine session et jugé contradictoirement dans le plus bref délai possible.

L'inspecteur appelant peut se faire assister ou représenter par un conseil, devant un conseil départemental et devant le conseil supérieur.

En aucun cas l'ouverture ne pourra avoir lieu avant la décision d'appel.

Art. 40. — Quiconque aura ouvert ou dirigé une école sans remplir les conditions exigées par les articles 4, 7 et 8, ou sans avoir fait les déclarations exigées par les articles 37 et 38 ou avant l'expiration du délai spécifié à l'article 30, dernier paragraphe, ou enfin en contravention avec les prescriptions de l'article 36, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit et condamné à une amende de 100 à 1000 francs.

L'école sera fermée.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et à une amende de 500 à 2000 francs.

Les mêmes peines seront prononcées contre celui qui, dans le cas d'opposition formée à l'ouverture de son école, l'aura ouverte avant qu'il ait été statué sur cette opposition ou malgré la décision du conseil départemental qui aura accueilli l'opposition ou avant la décision d'appel.

L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué.

Art. 44. — Tout instituteur privé pourra, sur la plainte de l'inspecteur d'Académie, être traduit pour cause de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, d'inconduite ou d'immoralité, devant le conseil départemental, et être censuré ou interdit de l'exercice de sa profession, soit dans la

commune où il exerce, soit dans le département, selon la gravité de la faute commise.

Il peut même être frappé d'interdiction à temps ou d'interdiction absolue par le conseil départemental, dans la même forme et suivant la même procédure que l'instituteur public.

L'instituteur frappé d'interdiction peut faire appel devant le conseil supérieur, dans la même forme et sous la même procédure que l'instituteur public.

Cet appel ne sera pas suspensif.

Art. 42. — Tout directeur d'école privée qui se refusera de se soumettre à la surveillance et à l'inspection des autorités scolaires, dans les conditions établies par la présente loi, sera traduit devant le tribunal correctionnel et condamné à une amende de 50 à 500 francs.

En cas de récidive l'amende sera de 100 à 1000 francs.

L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué.

Si le refus a donné lieu à deux condamnations dans l'année, la fermeture de l'établissement sera ordonnée par le jugement qui prononcera la seconde condamnation.

Art. 43. — Sont assujetties aux mêmes conditions relatives au programme, au personnel et aux inspections, les écoles ouvertes dans les hôpitaux, hospices, colonies agricoles, ouvriers, or-

phelinats, maisons de pénitence, de refuge ou autres établissements analogues administrés par les particuliers.

Les administrateurs ou directeurs pourront être passibles des peines édictées par les articles 40 et 42 de la présente loi.

Décret du 18 Janvier 1887

TITRE IV

De l'Enseignement privé

Art. 158. — Il est ouvert dans chaque mairie un registre spécial destiné à recevoir les déclarations d'instituteurs qui veulent établir des écoles privées. Chaque déclaration indiquant la nature de l'école qu'il s'agit d'ouvrir doit être signée sur le registre par le déclarant et par le maire qui en fait immédiatement quatre copies sur papier libre.

L'une de ces copies est affichée à la porte de la

mairie, où elle demeure pendant un mois. L'observation de cette formalité est prouvée par un certificat d'affichage que le maire dresse, signe et envoie directement dans les trois jours de la déclaration à l'inspecteur d'Académie.

Les trois autres copies sont, ainsi que le récépissé mentionné par le second paragraphe de l'article 37 de la loi du 30 octobre 1886, remises gratuitement par le maire à l'instituteur.

L'instituteur adresse une de ces copies au préfet, une autre au procureur de la République ; il lui en est délivré récépissé.

La troisième copie est adressée par le déclarant à l'inspecteur d'Académie qui la fait transcrire sur un registre spécial, ouvert à cet effet dans ses bureaux.

L'instituteur doit adresser à l'inspecteur d'Académie, en même temps que la copie de sa déclaration :

1° Les pièces énumérées dans le premier paragraphe de l'article 38 de la loi du 30 octobre 1886.

2° Celles qui sont destinées à établir qu'il est Français.

Récépissé de toutes ces pièces est donné à l'instituteur par l'inspecteur d'Académie.

Ces mêmes formalités sont exigées de tout instituteur qui succède à l'autre dans la direction d'une école privée.

La disposition additionnelle ci-après, introduite

par décret du 30 décembre 1889, a été modifiée ainsi qu'il suit par décret du 14 février 1891.

Les dispositions du présent décret fixant l'âge d'admission des enfants dans les écoles primaires, les écoles maternelles et les classes enfantines publiques, sont applicables aux écoles primaires, aux écoles maternelles et aux classes enfantines privées.

Art. 159. — A l'expiration des huit jours qui suivent la déclaration par lui reçue, le maire fait savoir par écrit au préfet, à l'inspecteur d'Académie ainsi qu'au déclarant s'il s'oppose ou non à l'ouverture de l'école. Dans le cas où il fait opposition, il indique les motifs sur lesquels cette opposition est fondée.

Art. 160. — Le délai d'un mois accordé par la loi à l'inspecteur d'Académie pour faire opposition ne court que du jour où il a délivré récépissé des pièces qui doivent lui être adressées d'après l'article 158 ci-dessus.

Art. 161. — Quand l'inspecteur d'Académie fait opposition à l'ouverture d'une école, il doit immédiatement en aviser le préfet et lui transmettre le dossier de l'affaire. Il doit également notifier par arrêt sa décision à l'instituteur en lui faisant connaître les motifs sur lesquels son opposition est fondée.

Art. 162 (modifié par le décret du 10 décembre 1901.) — Lorsque le maire ou l'inspecteur

d'Académie a fait opposition à l'ouverture d'une école, le préfet désigne un rapporteur pris parmi les membres du conseil et huit jours au moins avant la séance fixée pour le jugement de l'opposition et invite le déclarant à comparaitre ou à se faire représenter devant le conseil départemental.

Le préfet l'informe en même temps par lettre recommandée que le rapport et les pièces du dossier sont à sa disposition au secrétariat du conseil départemental, un jour franc avant le jour fixé pour le jugement.

Art. 163. — Au jour fixé pour le jugement, le conseil départemental prend connaissance de l'arrêté d'opposition ; il entend dans leurs explications l'intéressé, son conseil ou son représentant ; il reçoit s'il y a lieu les dépositions des témoins, et, après avoir examiné les différentes pièces qui composent le dossier de l'affaire et après en avoir délibéré hors de la présence du déclarant, il statue sur l'opposition.

Art. 164. — La décision du conseil départemental est notifiée dans les huit jours par les soins du préfet tant au déclarant qu'à l'auteur de l'opposition.

Le préfet est tenu d'avertir les parties qu'elles ont le droit de se pourvoir dans les dix jours à partir du jour où la décision du conseil départemental leur a été notifiée.

Art. 165. — Le recours de l'instituteur ou du

maire contre la décision du conseil départemental est reçu au bureau de l'inspecteur d'Académie : il en est donné récépissé.

Le recours de l'inspecteur d'Académie est formé par une décision qu'il notifie à la partie intéressée.

L'inspecteur d'Académie fait parvenir au préfet dans le plus bref délai la déclaration d'appel qu'il a reçue ou la décision qu'il a prise lui-même. Le préfet adresse ces pièces avec le dossier de l'affaire au ministre de l'Instruction publique qui en saisit le conseil supérieur.

Art. 166. — Dans le cas d'ouverture d'une des écoles dont il est fait mention à l'article 43 de la loi du 30 octobre 1886 les déclarations prescrites par les articles 37 et 38 de ladite loi doivent être faites par l'instituteur à qui la direction de l'école est confiée.

Art. 167. — Les personnes préposées par la loi à l'inspection des établissements d'instruction primaire (inspecteurs généraux, recteurs et inspecteurs d'Académie, inspecteurs primaires) ont le droit de se faire présenter, dans les écoles privées, les livres et les cahiers des élèves.

Elles dressent procès-verbal de toutes les contraventions qu'elles reconnaissent.

Si la contravention consiste dans l'emploi d'un livre interdit conformément à l'article 5 de la loi

du 27 février 1880, ce livre peut être saisi ; il est joint au procès-verbal.

Art. 168. — Il doit être ouvert, dans toute école primaire privée, un registre spécial destiné à recevoir les noms, prénoms, la date et le lieu de naissance des maîtres et employés, l'indication des emplois qu'ils occupaient précédemment et des lieux où ils ont résidé, ainsi que la date des brevets et diplômes dont ils seraient pourvus.

Les autorités préposées à la surveillance de l'instruction publique doivent toujours se faire représenter ces registres quand elles inspectent les écoles.

Art. 169. — Les établissements privés d'enseignement primaire supérieur désignés par le ministre peuvent recevoir des boursiers nationaux aux mêmes conditions que les établissements publics. Ces établissements seront soumis à l'inspection de l'État.

Les établissements privés d'enseignement primaire supérieur ne peuvent recevoir des boursiers nationaux que s'ils remplissent, au point de vue du personnel, de l'installation matérielle et des études, toutes les conditions exigées des établissements publics.

Toutefois, les bourses actuellement en cours dans des établissements privés qui ne rempliraient pas ces conditions ne seront supprimées que par voie d'extinction.

CHAPITRE II

Des règles spéciales à l'établissement des pensionnats primaires privés

Art .170. — Tout instituteur privé qui veut ouvrir un pensionnat primaire doit justifier qu'il s'est soumis aux prescriptions édictées par la loi du 30 octobre 1886, relativement à l'ouverture des écoles privées.

Le plan qu'il est tenu de produire doit être certifié conforme au local par le maire de la commune. Il doit indiquer avec précision la destination de chacune des pièces affectées au pensionnat, ainsi que les dimensions desdites pièces (longueur, largeur, hauteur).

Art. 171. — L'instituteur qui veut ouvrir à la fois une école privée et un pensionnat primaire peut accomplir simultanément les formalités prescrites tant pour le pensionnat que pour l'école.

Art. 172. — Les dispositions du chapitre précédent du présent décret relatives aux conditions d'ouverture et de fonctionnement des écoles

privées sont applicables aux pensionnats primaires privés.

Art 173. — A défaut d'opposition à l'ouverture d'un pensionnat privé, ainsi que dans le cas où il a été donné mainlevée de l'opposition qui aurait été formée, le conseil départemental détermine le nombre des maîtres nécessaire pour la surveillance de ces élèves. Mention en est faite par l'inspecteur d'Académie sur le plan du local. Ce plan est renvoyé à l'instituteur, qui est tenu de le représenter aux autorités préposées à la surveillance des écoles chaque fois qu'il en est requis.

L'impossibilité où se trouve un instituteur libre de représenter, conformément à l'article 4 du décret réglementaire du 30 décembre 1850, le plan du local affecté à son pensionnat ne suffit pas pour faire naître contre lui la présomption légale qu'il n'a pas produit ce plan à l'époque de la déclaration d'ouverture de son établissement.

Le refus ou l'impossibilité de représenter le plan des lieux aux autorités désignées en l'article 4 du décret précité ne constitue pas un délit; ce fait ne comporte que l'application des peines disciplinaires édictées par l'article 30 de la loi du 15 mars 1850. (Arrêt de la Cour de cassation du 16 août 1879.)

Art. 174. — L'instituteur qui ne s'est pas conformé aux mesures prescrites par le conseil départemental, dans l'intérêt des mœurs et de la

santé des élèves, peut être traduit devant ledit conseil pour subir l'application des dispositions de l'article 41 de la loi du 30 octobre 1886.

Art. 175. — Tout instituteur qui reçoit des pensionnaires doit tenir un registre sur lequel il inscrit les noms, prénoms, lieu et date de la naissance de ses élèves pensionnaires, la date de leur entrée et celle de leur sortie.

Chaque année, il transmet avant le 1^{er} novembre, à l'inspecteur d'Académie, un rapport sur la situation et le personnel de son établissement.

Art. 176. — Aucun pensionnat primaire ne peut être établi dans des locaux dont le voisinage serait reconnu dangereux pour la moralité ou la santé des élèves.

Art. 177. — Aucun pensionnat ne peut être annexé à une école primaire privée qui reçoit des enfants des deux sexes.

Art. 178. — Les dortoirs doivent être spacieux, aérés et dans des dimensions qui soient en rapport avec le nombre des pensionnaires. Ils doivent contenir au moins quinze mètres cubes d'air par élève.

Ils doivent être surveillés et éclairés pendant la nuit.

Une pièce spéciale doit être affectée au réfectoire.

Art. 179. — Lorsque, par application des articles 40 et 42 de la loi du 30 octobre 1886, un

pensionnat primaire se trouve dans le cas d'être fermé, le préfet, l'inspecteur d'Académie et le procureur de la République doivent se concerter pour que les parents ou tuteurs des élèves soient avertis sans retard et pour que les élèves pensionnaires dont les parents ne résident pas dans la localité soient provisoirement recueillis dans une maison convenable, jusqu'à ce qu'il ait été possible de les rendre à leurs familles.

CHAPITRE III

Des conditions d'exercice des fonctions d'enseignement dans des écoles privées. Situation des étrangers.

Art. 180. — La possession des titres de capacité exigée des directeurs ou directrices de cours complémentaires publics est également exigée des directeurs ou directrices de cours complémentaires privés.

Art. 181. — L'étranger qui veut exercer dans une école privée comme professeur, instituteur-adjoint ou maître surveillant, doit adresser au

ministre de l'Instruction publique une demande et y joindre :

1° Un certificat constatant qu'il est admis à jouir des droits civils en France;

2° Son acte de naissance dûment légalisé ;

3° Son brevet de capacité ;

4° L'indication des lieux où il a résidé et les professions qu'il a exercées. Cette indication sera appuyée d'attestations émanées soit des autorités du pays auquel appartient le postulant, soit des autorités françaises et prouvant la sincérité de ses déclarations.

Art. 182. — L'autorisation d'enseigner accordée par le ministre, après avis du conseil départemental, pourra toujours être retirée dans les mêmes formes.

Art. 183. — L'étranger qui ne possède pas le titre de capacité français pourra produire le diplôme qu'il a obtenu dans son pays.

Le ministre, après avis du comité consultatif de l'enseignement primaire, prononcera, s'il y a lieu, l'équivalence de ce diplôme avec un diplôme français.

Art. 184. — Il ne pourra être accordé d'équivalence pour aucun autre titre de capacité que le brevet élémentaire et pour les diplômes spéciaux énumérés par le 3° paragraphe de l'article 106 ci-dessus.

Ne seront considérés comme équivalents que les

titres de capacité qui donnent à celui qui les possède le droit d'enseigner dans son pays et qui attestent en outre la connaissance de la langue française.

Art. 185. — L'étranger admis à jouir des droits civils en France, qui veut diriger une école privée destinée exclusivement à des enfants étrangers résidant en France, doit en faire la déclaration conformément aux articles 37 et 38 de la loi du 30 octobre 1886 et dans les formes prescrites par les articles 158 et suivants du présent décret.

S'il ne possède pas les diplômes français, il joint aux pièces qu'il doit produire, soit la déclaration d'équivalence de ses brevets étrangers obtenus du ministre de l'Instruction publique, après avis du comité consultatif, soit la dispense de brevets obtenue du ministre de l'Instruction publique, après avis du conseil supérieur.

Art. 186 (modifié par le décret du 31 juillet 1897).
— Les aspirants au certificat d'aptitude à l'inspection primaire pourront, à défaut des titres mentionnés à l'article 110, produire les titres suivants : certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire spécial, baccalauréat ès lettres et ès sciences, ou, à défaut de ce dernier, baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
CONSIDÉRATIONS HISTORIQUES.....	7

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION ACTUELLE.....	51
----------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

Considérations exigées pour enseigner dans une école privée.....	53
---	----

CHAPITRE II

Ouverture des écoles primaires privées.....	73
Des oppositions.....	87
A. — Opposition du maire.....	88
B. — Opposition par l'inspecteur d'Académie.....	91
C. — Jugement des oppositions et voies de recours.	92

CHAPITRE III

	Pages
Contrôle des écoles primaires libres. — Inspection.....	99
Inspection des écoles primaires privées.....	99
Membres du conseil départemental; maires et délégués cantonaux.....	103

CHAPITRE IV

Fermeture des écoles et retrait du droit d'enseigner....	113
Fermeture d'école	116
CONCLUSION	129
APPENDICE	135

VU : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
Montpellier, le 11 novembre 1909.

M. MOYE.

Montpellier, le 11 novembre 1909.

VU : Le Doyen,
VIGIÉ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 11 novembre 1909.

Le Recteur,
Ant. BENOIST.

MONTPELLIER. — IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE
